

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU

30 JUIN 2014

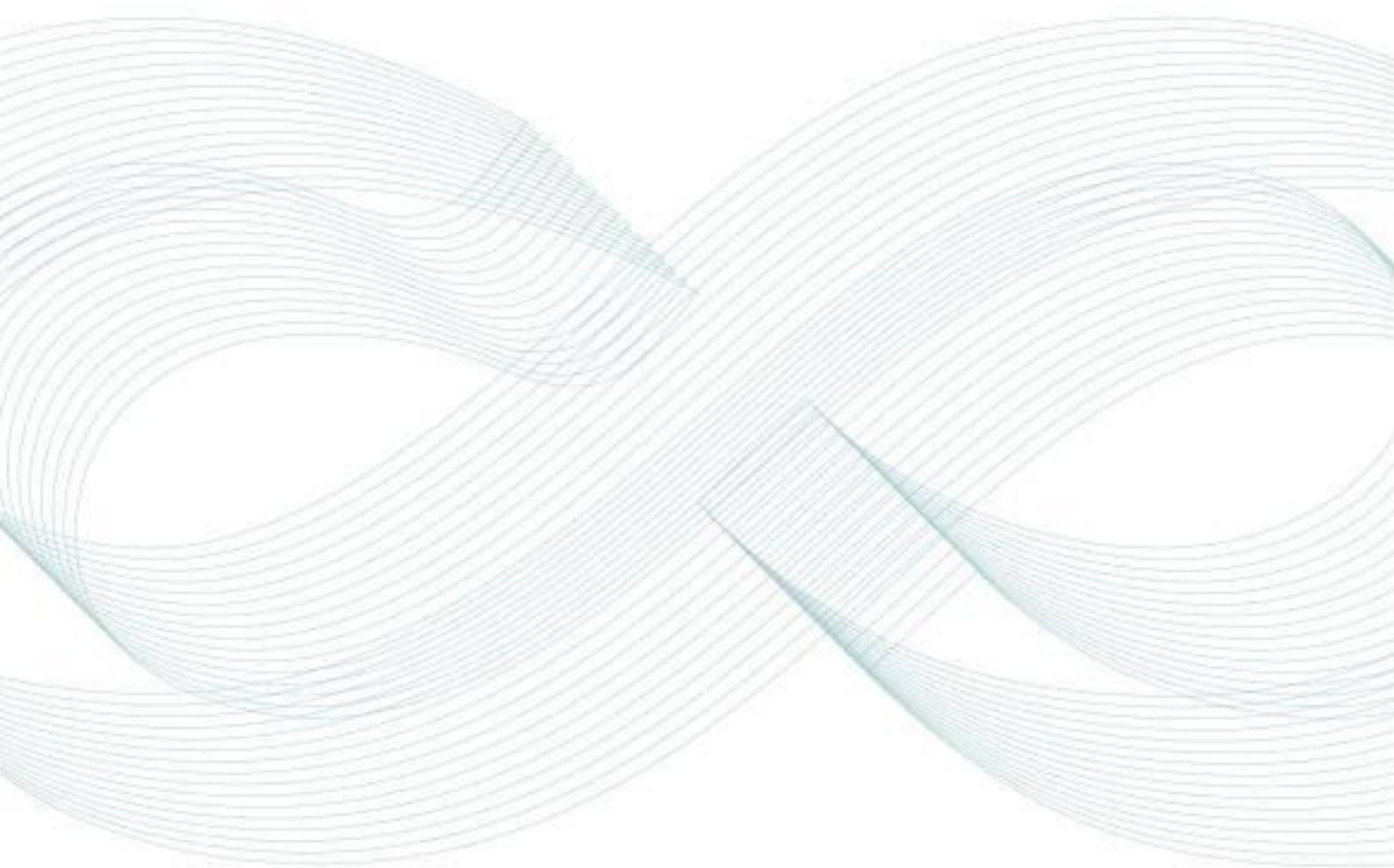
AVERTISSEMENT : ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

SCOR ne communique pas de « prévisions du bénéfice » au sens de l'article 2 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne. En conséquence, les énoncés prévisionnels dont il est question au présent paragraphe ne sauraient être assimilés à de telles prévisions de bénéfice. Certains énoncés contenus dans ce communiqué peuvent avoir un caractère prévisionnel, y compris, notamment, les énoncés annonçant ou se rapportant à des événements futurs, des tendances, des projets ou des objectifs, fondés sur certaines hypothèses ainsi que toutes les déclarations qui ne se rapportent pas directement à un fait historique ou avéré. Les énoncés prévisionnels se reconnaissent à l'emploi de termes ou d'expressions indiquant, notamment, une anticipation, une présomption, une conviction, une continuation, une estimation, une attente, une prévision, une intention, une possibilité d'augmentation ou de fluctuation ainsi que toutes expressions similaires ou encore à l'emploi de verbes à la forme future ou conditionnelle. Une confiance absolue ne devrait pas être placée dans de tels énoncés qui sont par nature soumis à des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, lesquels pourraient conduire à des divergences significatives entre les réalisations réelles et les réalisations annoncées dans le présent communiqué.

Le Document de Référence de SCOR déposé auprès de l'AMF le 5 mars 2014 sous le numéro D.14-0117 (« Document de Référence ») décrit un certain nombre de facteurs, de risques et d'incertitudes importants qui pourraient affecter les affaires du Groupe SCOR. En raison de l'extrême volatilité et des profonds bouleversements sans précédent dans l'histoire de la finance, SCOR est exposé aussi bien à des risques financiers importants qu'à des risques liés aux marchés de capitaux, ainsi qu'à d'autres types de risques, qui comprennent les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de crédit, du prix des actions et des taux de change, l'évolution de la politique et des pratiques des agences de notation, ainsi que la baisse ou la perte de la solidité financière ou d'autres notations.

1	Rapport semestriel d'activité	3
1.1	Chiffres clés du Groupe	4
1.2	Résultat net consolidé	5
1.3	Situation financière	7
1.4	SCOR Global P&C	8
1.5	SCOR Global Life	9
1.6	Opérations avec des parties liées	10
1.7	Facteurs de risque	10
1.8	Développements futurs	10
2	États Financiers Consolidés condensés au 30 juin 2014 (non audités)	12
2.1	Bilan consolidé semestriel	13
2.2	Compte de résultat consolidé semestriel	15
2.3	État des produits et pertes reconnus au cours du semestre	16
2.4	Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel	17
2.5	Tableau de variation des capitaux propres semestriel	18
3	Notes annexes aux États Financiers Consolidés condensés au 30 juin 2014 (non audités)	21
3.1	Informations générales	22
3.2	Base de préparation et méthodes comptables	22
3.3	Regroupements d'entreprises	24
3.4	Information sectorielle	24
3.5	Autres actifs et passifs financiers	27
3.6	Provisions pour avantages aux salariés	34
3.7	Impôts	34
3.8	Résultat net par action	34
3.9	Litiges	35
3.10	Événements postérieurs à la clôture	35
4	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	36
5	Attestation de la personne responsable des États Financiers semestriels	38
6	Annexe – Calcul des Ratios financiers	40

Cette page a été laissée volontairement blanche



Rapport semestriel d'activité

1.1 Chiffres clés

SCOR SE et ses filiales consolidées (nommées dans le présent document « SCOR » ou le « Groupe ») forment le 5^{ème} plus grand réassureur ⁽¹⁾ au monde, comptant plus de 4 000 clients, et organisé en plateformes (hubs) situées à Paris, Zurich, Cologne et Londres pour l'Europe, Singapour pour l'Asie et New York / Charlotte / Kansas City pour le hub Amériques.

Au cours du 1^{er} semestre 2014, SCOR a annoncé la création d'un nouveau hub regroupant les hubs existants de Cologne et de Zurich, en vue de poursuivre le renforcement de sa structure organisationnelle en Europe. Le nouveau hub de Zurich - Cologne entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2014 et devrait être pleinement opérationnel au cours du premier trimestre 2015.

En septembre 2013, SCOR a lancé un nouveau plan stratégique à 3 ans, baptisé « Optimal Dynamics », qui remplace son plan stratégique précédent couvrant la période 2010-2013, dénommé « Strong Momentum ». Il couvre la période comprise entre mi-2013 et mi-2016 et repose sur les quatre piliers du Groupe - fonds de commerce solide, forte diversification, appétence au risque modérée et contrôlée, et protection du capital efficace. Les résultats semestriels de 2014 et la solidité du bilan démontrent l'efficacité de la stratégie choisie par SCOR.

Les notes de solidité financière des Agences de notation sont actuellement de « A+ » avec perspectives positives par S&P, « A1 » avec perspectives stables par Moody's, « A+ » avec perspectives stables par Fitch et « A » avec perspectives stables par A.M. Best.

En EUR millions		Semestre clos au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Semestre clos au 30 juin 2013 (non audité)
SCOR Groupe consolidé				
Primes brutes émises		5 427	10 253	4 984
Primes nettes acquises		4 779	9 066	4 463
Résultat opérationnel (avant impact des acquisitions)	(2)	405	581	269
Résultat net consolidé		255	549	189
Produits financiers nets	(3)	281	509	231
Ratio des coûts	(3)	5,0%	5,1%	5,0%
Rendement sur actifs investis	(3)	2,9%	2,6%	2,5%
Rendement des capitaux propres	(3)	10,3%	11,5%	8,1%
Résultat par action (en Euro)	(4)	1,38	2,96	1,02
Actif net par action (en Euro)	(3)	27,39	26,64	25,21
Cours de l'action (en Euro)	(5)	25,12	26,57	23,58
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles		2	897	319
Total actif		34 832	34 161	32 178
Liquidités	(6)	1 762	2 120	2 241
Capitaux propres totaux		5 147	4 980	4 737
Division SCOR Global P&C				
Primes brutes émises		2 400	4 848	2 378
Ratio combiné net	(3)	90,9%	93,9%	94,3%
Division SCOR Global Life				
Primes brutes émises		3 027	5 405	2 606
Marge technique SCOR Global Life	(3)	7,2%	7,4%	7,4%

(1) En primes de réassurance nettes émises, source : « S&P Global Reinsurance Highlights 2013 » (excluant Lloyd's of London).

(2) Le résultat opérationnel (avant impact des acquisitions) correspond au résultat avant profits résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses, coûts liés aux acquisitions, charges de financement, quote-part dans les résultats des entreprises associées et impôts sur le résultat.

(3) Se référer à l'Annexe - Calcul des ratios pour le détail du calcul.

(4) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net consolidé par le nombre d'actions ordinaires. Le nombre d'actions ordinaires comprend le nombre d'actions moyen sur l'exercice, les actions émises durant la période et un prorata temporis des actions auto-détenues.

(5) Cours de bourse au 30 Juin 2014 (31 décembre 2013, 28 juin 2013).

(6) Les liquidités sont définies comme la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des investissements à court terme, composés principalement d'emprunts d'État arrivant à échéance moins de 12 mois après leur date d'achat.

1.2 Résultat net consolidé

1.2.1 PRIMES BRUTES ÉMISES

Les primes brutes émises au 30 juin 2014 s'élèvent à EUR 5 427 millions, soit une hausse de 8,9 %, comparé à EUR 4 984 millions au premier semestre 2013. La croissance des primes en 2014 est affectée par les variations de change, en particulier entre l'euro et le dollar américain. La croissance des primes à taux de change constant est de 12,5 %. La hausse globale des primes brutes émises de EUR 443 millions au premier semestre 2014 provient principalement de la hausse des primes de SCOR Global Life de EUR 421 millions suite à l'acquisition de Generali U.S. le 1^{er} octobre 2013, à un nouveau contrat de longévité et aux transactions réalisées dans le domaine des solutions financières ainsi que de la hausse des primes de SCOR Global P&C de EUR 22 millions.

1.2.2 PRIMES NETTES ACQUISES

Les primes nettes acquises au 30 juin 2014 ont atteint EUR 4 779 millions, soit une hausse de 7,1 % comparé à EUR 4 463 millions pour la même période en 2013. L'augmentation globale des primes nettes acquises d'un montant de EUR 316 millions provient de SCOR Global Life à hauteur de EUR 372 millions, du fait des facteurs exposés en 1.2.1. Elle est légèrement compensée par la diminution de EUR 56 millions des primes nettes acquises de SCOR Global P&C.

1.2.3 PRODUITS FINANCIERS NETS

Les produits financiers nets ⁽¹⁾ au 30 juin 2014 se sont élevés à EUR 281 millions contre EUR 231 millions au 30 juin 2013. L'augmentation des produits financiers s'explique principalement par de moindres dotations pour dépréciations d'actifs et d'amortissements immobiliers, celles-ci s'élevant à EUR 14 millions au cours du premier semestre 2014 contre EUR 74 millions pour la même période l'année passée. Grâce à une gestion active du portefeuille, SCOR Global Investments est parvenu à réaliser des plus-values nettes de EUR 55 millions au cours des six premiers mois de l'année 2014 contre EUR 60 millions pour la même période en 2013. Bien que partiellement compensée par le maintien de taux d'intérêt faibles, l'augmentation des revenus des actifs investis ⁽¹⁾ de EUR 165 millions, contre EUR 154 millions l'an passé sur la même période, provient essentiellement de l'acquisition de Generali U.S.

Au cours de l'année 2014, le volume moyen d'actifs investis par le Groupe s'élève à EUR 14,7 milliards à comparer à EUR 13,8 ⁽²⁾ milliards en 2013. Le rendement des actifs investis s'élève à 2,9 % au premier semestre 2014 contre 2,5 % au cours de la même période en 2013. Ce taux de rendement comprend les plus et moins values de cession nettes de dépréciations de la période qui représentent 0,6 % en 2014 contre (0,2) % en 2013.

1.2.4 RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

SCOR a réalisé un résultat net de EUR 255 millions au cours du premier semestre 2014 contre EUR 189 millions sur la même période en 2013.

La hausse du résultat net est principalement due au faible niveau de catastrophes naturelles au premier semestre 2014 (impact favorable de EUR 74 millions), et à une hausse des produits financiers compensée partiellement par l'augmentation de la charge d'impôt.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, SCOR avait acquis 59,9% de MRM S.A. (société de placement immobilier), générant un profit de EUR 30 millions résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses (EUR 27 millions nets des coûts liés à l'acquisition).

1.2.5 RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES

Le rendement des capitaux propres s'est élevé respectivement à 10,3 % et 8,1 % au cours des premiers semestres 2014 et 2013. Le bénéfice par action a atteint EUR 1,38 au premier semestre 2014 contre EUR 1,02 au premier semestre 2013.

(1) Se référer à l'Annexe - Calcul des ratios pour le détail du calcul.

(2) La définition des actifs investis a été modifiée et exclut désormais les actifs détenus par des investisseurs tiers, consolidés en IFRS. Les actifs investis moyens s'élevaient respectivement à EUR 14,2 milliards et à EUR 13,9 milliards dans le Document de Référence 2013 et le rapport financier semestriel au 30 juin 2013.

1.2.6 FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont été de EUR 2 millions au premier semestre 2014, comparé à EUR 319 millions au premier semestre 2013. Cette baisse provient des deux segments du Groupe, comme expliqué ci-dessous.

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles de SCOR Global P&C ont été de EUR 17 millions au premier semestre 2014. Les flux de trésorerie étaient de EUR 156 millions pour la même période en 2013. Les cash flows opérationnels de SCOR Global P&C ont subi les conséquences de versements en 2014 relatifs à la couverture des catastrophes naturelles survenues en 2013 et d'une commutation.

Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de SCOR Global Life ont été de EUR (15) millions au premier semestre 2014. Les flux de trésorerie étaient de EUR 163 millions pour la même période en 2013. Les cash flows opérationnels de SCOR Global Life ont été impactés par une transaction de rachat de portefeuille (Value of In-Force, VIF) signée au cours du 1^{er} trimestre 2014. SCOR Global Life a payé une commission de EUR 82 millions dans le cadre de cette transaction.

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles ont également subi les conséquences de paiements anticipés d'impôts ainsi que de versements ponctuels relatifs à l'acquisition de Generali US, consistant principalement dans le règlement d'impôts, sans répercussion sur le compte de résultat au 30 juin 2014.

1.2.7 FAITS MARQUANTS

Le 6 janvier 2014, SCOR a placé avec succès un sidecar entièrement « collatéralisé », Atlas X Reinsurance Limited (Atlas X), qui fournira au Groupe une capacité supplémentaire de USD 55,5 millions sur trois ans provenant d'un nouveau groupe d'investisseurs.

Le 6 mars 2014, SCOR Global Life a conclu un contrat de longévité avec l'assureur britannique Aviva. Cette transaction couvre les pensions en cours de quelques 19 000 retraités affiliés au régime de retraite d'Aviva. Le risque d'allongement de la durée de vie de ces affiliés est transféré du régime de retraite d'Aviva au marché de la réassurance. Les engagements associés représentent près de GBP 5 milliards, soit le swap de longévité pour régime de retraite le plus important jamais conclu à ce jour sur le marché international. SCOR prend en charge une part importante de ce risque. La transaction a pris effet au 1^{er} janvier 2014.

Le 28 mars 2014, SCOR Global Life a racheté un portefeuille d'assurance vie (Value of In-Force) auprès de Mediterráneo Vida, société d'assurance espagnole détenue à 100 % par Banco Sabadell. Cette transaction qui a pris effet au 1^{er} janvier 2014, réassure un portefeuille de polices d'assurance vie couvrant les risques de mortalité et d'invalidité permanente qui ont été souscrites par Mediterráneo Vida avant le 31 décembre 2013.

1.3 Situation financière

1.3.1 CAPITAUX PROPRES

Le total des capitaux propres a augmenté de 3,4 %, passant de EUR 4 980 millions au 31 décembre 2013, à EUR 5 147 millions au 30 juin 2014, du fait du solide résultat du premier semestre (EUR 255 millions), de l'augmentation des réserves de réévaluation des placements de EUR 169 millions et de la variation positive de change pour EUR 41 millions, compensant le versement d'un dividende de EUR 243 millions.

L'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2014 a décidé la distribution, au titre de l'exercice 2013, d'un dividende d'un euro et trente centimes (EUR 1,30) par action, soit un montant global de dividende payé de EUR 243 millions calculé sur la base du nombre d'actions éligibles au versement d'un dividende à la date de paiement.

1.3.2 GESTION D'ACTIFS ET DE LA LIQUIDITE

Si aux États-Unis, l'amélioration de l'environnement économique a porté la performance des actifs risqués sur fond de sortie programmée de la politique de "quantitative easing", la zone Euro reste confrontée à un régime de faible croissance et de faible inflation. Dans ce contexte, les marchés américain et européen ont continué à diverger, le marché des actions américaines traitant au plus haut historique et des taux d'intérêts à 10 ans se situant dans la zone des 2,5-3%, alors qu'en Europe les actions restaient bien orientées avec une corrélation positive au marché obligataire, le Bund à 10 ans restant proche de ses plus bas historiques à 1,2%.

Dans ce contexte, SCOR a augmenté progressivement et de façon sélective la durée du portefeuille obligataire, la faisant passer de 3,4 ans à la fin de l'année 2013 à 3,8 ans, ce qui a permis d'obtenir de meilleurs rendements dans les pays où les pentes des courbes de taux sont les plus prononcées (US et UK) et d'améliorer le montant des gains latents. À 3,0 ans, la durée globale des actifs investis demeure cependant inférieure aux passifs de SCOR.

Le portefeuille d'investissement est progressivement reconfiguré en conformité avec l'allocation stratégique du plan « Optimal Dynamics » : l'exposition aux obligations d'entreprises a été légèrement augmentée, de 30% à 32%, tandis que l'exposition au marché actions reste inchangée à 3% des actifs investis, avec toutefois une diminution des investissements en actions au profit de stratégies convexes avec un profil défensif telles que des obligations convertibles ou des fonds à volatilité contrôlée (moyenne-variance ou long/short equity).

Grâce à EUR 1,8 milliards de liquidités (incluant la trésorerie et équivalents de trésorerie et les investissements court terme), SCOR conserve une grande flexibilité pour gérer le portefeuille de façon active et sera par conséquent en mesure d'obtenir des rendements plus élevés si le marché obligataire vient à se retourner et les courbes de taux d'intérêts nominaux à se redresser.

Avec un rating moyen de « AA- » et une diversification importante, que ce soit en termes de secteurs d'activités ou d'exposition géographique, la qualité du portefeuille obligataire du Groupe reste élevée. Dans la zone Euro, SCOR poursuit sa stratégie consistant à ne pas s'exposer aux dettes publiques grecque, irlandaise, italienne, espagnole et portugaise tandis qu'aux États-Unis, le Groupe reste en dehors du marché des obligations émises par les collectivités locales.

Au 30 juin 2014, les placements financiers de SCOR et sa trésorerie - incluant les équivalents de trésorerie - s'élèvent à EUR 23,8 milliards, dont EUR 850 millions d'immobilier de placement, EUR 1 098 millions d'actions, EUR 11 580 millions d'obligations, EUR 8 687 millions de prêts et créances, EUR 95 millions d'instruments dérivés et EUR 1 473 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2014, le portefeuille obligataire se décompose de la façon suivante : EUR 4 420 millions d'obligations d'État et assimilées, EUR 1 475 millions d'obligations et de produits de titrisation bénéficiant d'une garantie gouvernementale, EUR 4 830 millions d'obligations d'entreprises et EUR 855 millions de produits structurés ou titrisés.

Pour plus de détails sur le portefeuille d'investissement au 30 juin 2014, se référer à la note 3.5 – Autres actifs et passifs financiers.

Pour faire face à la volatilité importante des devises et pour se protéger de la volatilité sur le compte de résultat, le Groupe continue de couvrir ses actifs monétaires nets et ses passifs libellés en devises étrangères. Les actifs financiers du Groupe sont investis de manière analogue afin de gérer activement les niveaux de capitaux en fonction de la composition des primes nettes émises et des passifs de réassurance.

1.3.3 EFFET DE LEVIER DE LA DETTE FINANCIERE

Au 30 juin 2014, le Groupe dispose d'un effet de levier de la dette financière de 20,8 % (contre 21,2 % au 31 décembre 2013).

Ce ratio est obtenu en divisant les dettes subordonnées par la somme des capitaux propres et des dettes subordonnée⁽¹⁾.

1.4 SCOR Global P&C

1.4.1 PRIMES BRUTES ÉMISES

Les primes brutes émises en 2014, d'un montant de EUR 2 400 millions, sont en augmentation de 0,9 % contre EUR 2 378 millions au premier semestre 2013. À taux de change constant, l'augmentation des primes brutes émises est de 4,7 %.

1.4.2 RATIO COMBINÉ NET

Le ratio combiné net⁽²⁾ de SCOR Global P&C ressort à 90,9% au premier semestre 2014 contre 94,3 % sur la même période en 2013. L'amélioration du ratio combiné net s'explique principalement par un impact plus important des catastrophes naturelles lors du deuxième trimestre 2013. Les catastrophes naturelles contribuent à hauteur de 3,5 % dans le ratio combiné du Groupe au 30 juin 2014 contre 6,9 % au premier semestre 2013.

1.4.3 IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES

Au cours du premier semestre 2014, les comptes de SCOR Global P&C ont été impactés par le tremblement de terre au Chili, la tempête de neige au Japon et les orages de grêle en Europe (ces derniers étant estimés à EUR 45 millions).

Le premier semestre 2014 a également été impacté par la révision à la hausse du montant total estimé des conséquences des orages de grêle en Afrique du Sud et de ceux qui ont eu lieu en Allemagne durant l'été 2013.

Les pertes totales liées aux catastrophes naturelles s'élèvent à EUR 73 millions au cours du premier semestre 2014, en baisse de EUR 74 millions par rapport au 30 juin 2013.

Pour mémoire, au cours du premier semestre 2013, les comptes de SCOR Global P&C avaient été impactés par les tornades en Oklahoma au mois de mai, les inondations d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est qui ont touché principalement l'Allemagne, la République tchèque, la Pologne et l'Autriche (EUR 80 millions) et les inondations au Canada (EUR 42 millions) fin juin.

Les pertes totales liées aux catastrophes naturelles s'étaient élevées à EUR 147 millions au cours du premier semestre 2013.

(1) Le calcul de l'effet de levier exclut les intérêts courus et inclut l'effet des swaps relatifs aux dettes de CHF 650 millions, de CHF 315 millions et de CHF 250 millions.
(2) Se référer à l'Annexe - Calcul des ratios financiers.

1.5 SCOR Global Life

1.5.1 PRIMES BRUTES ÉMISES

Au premier semestre 2014, les primes brutes émises de SCOR Global Life ressortent à EUR 3 027 millions contre EUR 2 606 millions pour la même période en 2013 (augmentation de 16,2%). À taux de change constant, l'augmentation des primes brutes émises est de 19,5 %.

Les primes ont augmenté du fait des activités nouvelles et existantes aux États-Unis, au Royaume-Uni / Irlande et en Asie. La croissance des primes aux États-Unis a été principalement générée par l'acquisition du portefeuille Generali U.S. en octobre 2013. Le développement positif de l'activité au Royaume-Uni / Irlande comprend les nouvelles transactions Longévité. Le développement des transactions "Capital relief" explique la croissance en Asie.

1.5.2 MARGE TECHNIQUE SCOR GLOBAL LIFE

La marge technique ⁽¹⁾ de SCOR Global Life au cours du 1^{er} semestre 2014 était de 7,2 % contre 7,4 % sur la même période en 2013.

Le portefeuille de SCOR Global Life a maintenu une forte performance, en se concentrant sur les risques biométriques et la production continue d'affaires nouvelles profitables. La faible réduction de la marge technique Vie provient du poids croissant des activités de longévité et des solutions financières.

1.5.3 MARKET CONSISTENT EMBEDDED VALUE

La Market Consistent Embedded Value ("MCEV") de SCOR Global Life est calculée selon les principes du CFO Forum ⁽²⁾.

La MCEV 2013 de SCOR Global Life a augmenté de 29 %, et a atteint EUR 4,5 milliards (EUR 24,10 par action) contre EUR 3,5 milliards l'année précédente (EUR 18,80 par action).

Cette croissance a été principalement portée par un résultat opérationnel élevé de MCEV de EUR 402 millions, contre EUR 285 millions en 2012, en raison de la valeur des affaires nouvelles et d'effets d'expérience positifs. La valeur des affaires nouvelles a atteint EUR 340 millions contre EUR 122 millions en 2012, grâce à la croissance organique, au développement de l'activité longévité et au volume exceptionnellement élevé de contrats signés en solutions financières.

Le résultat MCEV total s'est élevé à EUR 568 millions, en augmentation par rapport au résultat de EUR 372 millions en 2012, en raison du résultat opérationnel élevé et d'autres variations de EUR 166 millions. Les variations économiques positives de SCOR Global Life incluent le résultat d'investissement basé sur des valeurs de marché au cours d'une année d'augmentation des taux d'intérêts, dans un contexte de maintien de la stratégie active de gestion prudente de SCOR.

Le Free Surplus de SCOR Global Life a augmenté de EUR 88 millions en 2013. Cette capacité de SCOR Global Life à générer des flux de trésorerie démontre une nouvelle fois la force et la maturité du fonds de commerce.

La valeur de la MCEV non reconnue selon les normes IFRS est passée de EUR 1 124 millions en 2012 à EUR 1 571 millions en 2013. L'augmentation s'explique principalement par le gain réalisé suite à l'acquisition de Generali U.S., qui était de EUR 183 millions en IFRS (net des coûts de transaction, eux-mêmes nets d'impôts) et EUR 438 millions dans le cadre du calcul de la MCEV, ainsi que par de nouvelles affaires souscrites en 2013.

De plus amples informations sur l'approche Embedded Value employée par SCOR Global Life, notamment l'analyse des variations de l'Embedded Value de 2012 à 2013, la méthodologie appliquée, l'analyse des sensibilités à certains paramètres clés et le rapprochement de l'Embedded Value aux capitaux IFRS de SCOR sont présentés dans un document intitulé « Market Consistent Embedded Value 2013 de SCOR Global Life – informations complémentaires », ainsi que dans la présentation « SCOR Global Life », tous deux disponibles sur www.scor.com.

(1) Se référer à l'Annexe - Calcul des ratios financiers.

(2) Copyright Stichting CFO Forum Foundation 2008.

1.6 Opérations avec des parties liées

Au cours du premier semestre 2014, il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant les opérations avec les parties liées telles que décrites en Section 19 du Document de Référence 2013, ni de nouvelle opération avec des parties liées ayant un impact important sur la situation financière ou la performance de SCOR pendant cette même période.

1.7 Facteurs de risque

Les principaux facteurs de risques et incertitudes auxquels le Groupe a dû faire face au 31 décembre 2013 sont décrits en Section 4 du Document de Référence 2013.

SCOR n'a identifié aucun autre facteur significatif de risque ou d'incertitude, intervenu au premier semestre 2014.

1.8 Développements futurs

Les marchés financiers et l'économie mondiale sont mieux orientés qu'il y a quelques mois. Toutefois, l'incertitude demeure élevée et les scénarios pouvant être envisagés à court et long terme sont encore nombreux, couvrant le risque de déflation dans la zone euro (considéré comme limité mais pour autant réel), le risque de retour de l'inflation pesant toujours sur les économies en redressement, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, mais plus éloigné dans la zone euro, le risque d'une forte augmentation des taux d'intérêt, les risques géopolitiques, mais également le risque d'éclatement de certaines bulles se formant autour des actifs financiers et immobiliers, notamment au Royaume-Uni. Les indicateurs disponibles dans les pays anglo-saxons, au Japon et dans la zone euro envoient des signaux contradictoires confirmant la désynchronisation des économies mondiales.

SCOR considère que le risque principal à court terme réside dans la stratégie de sortie des politiques monétaires accommodantes qui ont été menées par les grandes banques centrales durant les dernières années, qui pourrait conduire à des périodes de forte volatilité sur les marchés financiers. La confirmation de la reprise de la zone euro, toujours pénalisée par le contexte actuel de croissance et d'inflation faibles pourrait entraîner la réapparition d'inquiétudes sur la dette publique européenne, et la poursuite, voire l'escalade, des pressions économiques, financières, fiscales et sociales sur les entreprises.

Le contexte général de taux bas se poursuit et affectera la performance du portefeuille d'actifs du Groupe en 2014 ; une résurgence de l'aversion au risque pourrait également avoir lieu en cas d'événements défavorables. SCOR suit de près les marchés financiers et continue de mettre en œuvre avec succès la stratégie définie dans le plan « Optimal Dynamics ».

Cette page a été laissée volontairement blanche



États
Financiers
Consolidés
condensés
au 30 juin 2014
(non audités)

2.1 Bilan consolidé semestriel

ACTIF En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013
Actifs incorporels	2 314	2 307
Écart d'acquisition	788	788
Portefeuille de contrats des sociétés de Réassurance Vie	1 389	1 393
Autres immobilisations incorporelles	137	126
Actifs corporels	541	544
Placements des activités d'assurance Note 3.5	22 310	22 272
Immobilier de placement	850	861
Actifs financiers disponibles à la vente	12 256	12 067
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	422	369
Prêts et créances	8 687	8 881
Instruments dérivés	95	94
Investissements dans les entreprises mises en équivalence	88	63
Part des rétrocessionnaires dans les provisions techniques	1 222	1 140
Autres actifs	6 884	6 321
Impôts différés actifs	811	813
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	4 584	4 179
Créances nées des opérations de réassurance cédées	200	102
Créances d'impôts exigibles	165	129
Autres actifs	108	190
Frais d'acquisition reportés	1 016	908
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 473	1 514
TOTAL ACTIF	34 832	34 161

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Au 30 juin 2014	Au 31 décembre
En EUR millions	(non audité)	2013
Capitaux propres – Part du Groupe	5 110	4 940
Capital	1 516	1 518
Prime d'émission, de fusion et d'apport	837	842
Réserve de réévaluation	130	21
Réserves consolidées	2 467	2 119
Actions propres	(122)	(142)
Résultat consolidé	256	549
Paiements fondés en actions	26	33
Part des actionnaires sans contrôle	37	40
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	5 147	4 980
Dettes de financement	Notes 3.5.7 et 3.5.8	1 893
Dettes subordonnées	1 404	1 379
Dettes immobilières	478	497
Autres dettes financières	11	177
Provisions pour risques et charges	251	265
Passifs relatifs aux contrats	24 836	24 337
Provisions techniques relatives à des contrats d'assurance	24 710	24 204
Passifs relatifs à des contrats financiers	126	133
Autres passifs	2 705	2 526
Impôts différés passifs	395	366
Instruments dérivés passifs	35	37
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	419	410
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	1 142	988
Dettes d'impôts exigibles	95	194
Autres dettes	619	531
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET TOTAL PASSIF	34 832	34 161

2.2 Compte de résultat consolidé semestriel

En EUR millions	Semestre clos au 30 juin	
	2014 (non audité)	2013 (non audité)
Primes brutes émises	5 427	4 984
Variation des primes non acquises	(144)	(28)
Primes brutes acquises	5 283	4 956
Autres produits et charges d'exploitation	(30)	(32)
Produits financiers	309	224
Total produits des activités ordinaires	5 562	5 148
Charges des prestations de contrat	(3 759)	(3 495)
Commissions brutes sur primes acquises	(964)	(948)
Résultat net des cessions de réassurance	(119)	(146)
Frais de gestion financière	(20)	(16)
Frais d'acquisition et frais d'administration	(199)	(183)
Autres charges opérationnelles courantes	(73)	(81)
Total autres produits et charges courants	(5 134)	(4 869)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	428	279
Autres charges opérationnelles	(32)	(13)
Autres produits opérationnels	9	3
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (AVANT IMPACT DES ACQUISITIONS)	405	269
Coûts liés aux acquisitions	(2) ⁽²⁾	(4) ⁽¹⁾
Profit résultant d'une opération à des conditions avantageuses	-	30
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	403	295
Charges de financement	(69)	(58)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	1	-
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ AVANT IMPÔTS	335	237
Impôts sur les résultats	Note 3.7 (80)	(48)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	255	189
Se répartissant entre:		
Part des actionnaires sans contrôle	(1)	-
Part du Groupe	256	189
En EUR		
Résultat par action	1,38	1,02
Résultat dilué par action	1,36	1,01

(1) Inclut les coûts liés aux acquisitions de MRM S.A. en 2013. Pour plus de détails sur les acquisitions, voir Note 3.3 – Regroupements d'entreprises.

(2) Inclut les coûts liés à l'intégration de Generali U.S.

2.3 État des produits et pertes reconnus au cours du semestre

En EUR millions	Semestre clos au 30 juin	
	2014 (non audité)	2013 (non audité)
Résultat net de l'ensemble consolidé	255	189
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	148	(92)
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net	5	-
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	7	
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	(2)	
Eléments qui seront reclassés ultérieurement dans le résultat net	143	(92)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS)	169	(109)
Comptabilité reflet	(24)	18
Effet des variations des taux de conversion	41	(31)
Gains/(pertes) nets sur couvertures de flux de trésorerie	(8)	3
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	(32)	29
Autres variations	(3)	(2)
RESULTAT NET GLOBAL	403	97
Se répartissant entre:		
Part des actionnaires sans contrôle	(1)	-
Part du Groupe	404	97

2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

En EUR millions	Semestre clos au 30 juin	
	2014 (non audité)	2013 (non audité)
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités Vie	(15)	163
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités Non Vie	17	156
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités opérationnelles	2 ⁽¹⁾	319
Acquisition/Cessions de sociétés consolidées	(25) ⁽²⁾	(53) ⁽³⁾
Changement de périmètre (trésorerie et équivalents de trésorerie des sociétés acquises/cédées)	-	57 ⁽³⁾
Acquisitions d'immobilier de placement	(14)	(50)
Cessions d'immobilier de placement	12	-
Acquisitions d'autres placements des activités d'assurances	(5 347) ⁽⁴⁾	(5 775) ⁽⁴⁾
Cessions d'autres placements des activités d'assurances	5 817 ⁽⁴⁾	6 026 ⁽⁴⁾
Acquisitions d'actifs corporels et incorporels	(26)	(14)
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités d'investissement	417	191
Émission d'instruments de capital	9	14
Opérations sur actions propres	(18)	(8)
Dividendes payés	(243)	(223)
Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	(185) ⁽⁵⁾	(120) ⁽⁶⁾
Intérêts payés sur dettes de financement	(34)	(41) ⁽⁷⁾
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités de financement	(471)	(378)
Effet des variations de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	11	(26)
TOTAL DES FLUX DE TRÉSORERIE	(41)	106
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1^{er} janvier	1 514	1 466
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités opérationnelles	2	319
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités d'investissement	417	191
Flux de trésorerie nets provenant des (ou affectés aux) activités de financement	(471)	(378)
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	11	(26)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN	1 473	1 572

(1) Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles incluent des paiements exceptionnels d'impôt de EUR 192 millions liés principalement à un versement unique relatif à l'acquisition de Generali U.S. et de paiements anticipés d'impôts ainsi qu'une transaction de rachat de portefeuille d'EUR 82 millions (commission de réassurance), des versements relatifs à la couverture des catastrophes naturelles et d'une commutation.

(2) Principalement un investissement de type « private equity » consolidé par mise en équivalence.

(3) Pour plus de détail se référer à la section 3.3 – Regroupements d'entreprises.

(4) Les acquisitions et cessions d'autres placements des activités d'assurance incluent également des mouvements liés à des obligations et autres investissements à court terme ayant une maturité comprise entre 3 mois et 1 an.

(5) Inclut le remboursement de USD 228 millions (EUR 167 millions) de la ligne de financement court terme pour l'acquisition de Generali U.S. qui a été entièrement remboursée au cours du premier trimestre 2014.

(6) Inclut le rachat de la dette subordonnée de USD 43 millions (EUR 30 millions) (voir section 3.5.8), le remboursement de EUR 23 millions de dettes de MRM S.A. au cours du mois de juin 2013 après l'acquisition (voir section 3.3), le paiement de EUR 45 millions pour l'exercice de l'option d'achat d'un investissement immobilier détenu antérieurement par le biais d'un contrat de location-financement, le remboursement de la dette immobilière à hauteur de EUR 5 millions, et EUR 17 millions pour les entités ayant un solde bancaire négatif au 30 juin 2013.

(7) Inclut EUR 8 millions de paiements effectués au cours du mois de juin 2013 au titre d'intérêts de retard dus aux anciens détenteurs d'obligations de MRM S.A.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres semestriel

En EUR millions	Capital	Primes liées au capital	Réserves de réévaluation	Réserves consolidées	Actions propres	Résultat consolidé	Paiements fondés en actions	Part des actionnaires sans contrôle	Total consolidé
Capitaux propres au 1er janvier 2014	1 518	842	21	2 119	(142)	549	33	40	4 980
Affectation du résultat	-	-	-	549	-	(549)	-	-	-
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	256	-	(1)	255
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts	-	-	109	39	-	-	-	-	148
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS)	-	-	169	-	-	-	-	-	169
Comptabilité reflet	-	-	(24)	-	-	-	-	-	(24)
Effet des variations des taux de conversion	-	-	-	41	-	-	-	-	41
Gains/(pertes) nets sur couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	(8)	-	-	-	-	(8)
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(36)	2	-	-	-	-	(34)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	-	-	-	7	-	-	-	-	7
Autres variations	-	-	-	(3)	-	-	-	-	(3)
Résultat net global	-	-	109	39	-	256	-	(1)	403
Paiements fondés en actions	-	-	-	-	20	-	(7)	-	13
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Mouvements sur le capital ⁽¹⁾	(2)	(2)	-	-	-	-	-	-	(4)
Dividendes payés	-	(3)	-	(240)	-	-	-	-	(243)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014 (NON AUDITÉS)	1 516	837	130	2 467	(122)	256	26	37	5 147

(1) Les mouvements présentés ci-dessus sont relatifs à l'émission d'actions du fait de l'exercice des stock-options à hauteur de EUR 9 millions (EUR 4 millions de capital et EUR 5 millions de primes liées au capital), générant la création de 777 454 actions nouvelles au cours du premier semestre 2014. Ces mouvements ont été compensés par une réduction du capital groupe par annulation des titres d'autocontrôle pour EUR 13 millions (EUR (6) millions de capital et EUR (7) millions de primes liées au capital),

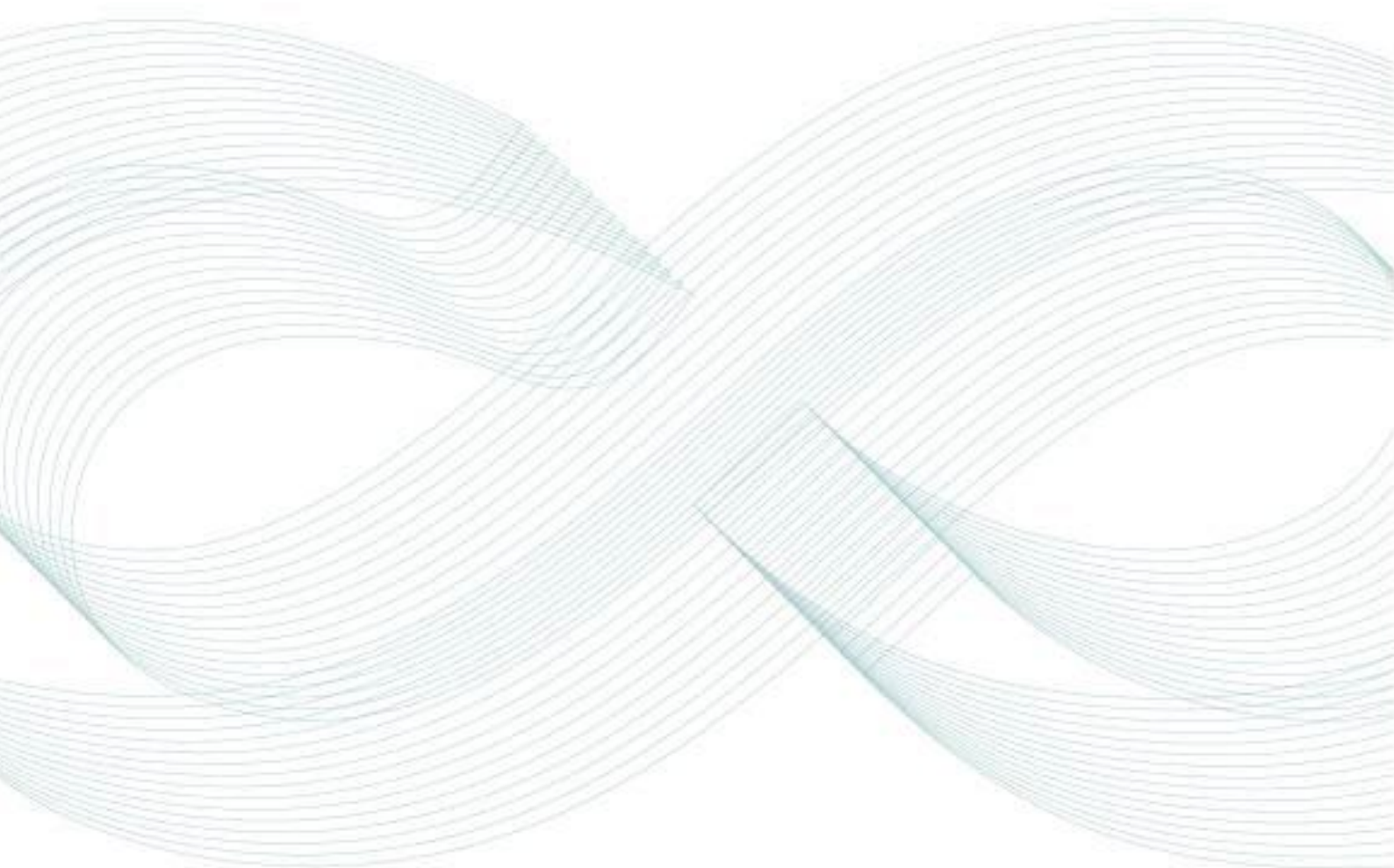
États Financiers Consolidés condensés au 30 juin 2014 (non audités)

En EUR millions	Capital	Primes liées au capital	Réserves de réévaluation	Réserves consolidées	Actions propres	Résultat consolidé	Paiements fondés en actions	Part des actionnaires sans contrôle	Total consolidé
Capitaux propres au 1er janvier 2013	1 515	840	66	2 079	(163)	418	45	7	4 807
Affectation du résultat	-	-	-	418	-	(418)	-	-	-
Résultat net consolidé	-	-	-	-	-	189	-	-	189
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôts	-	-	(60)	(32)	-	-	-	-	(92)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS)	-	-	(109)	-	-	-	-	-	(109)
Comptabilité reflet	-	-	18	-	-	-	-	-	18
Effet des variations des taux de conversion	-	-	-	(31)	-	-	-	-	(31)
Gains/(pertes) nets sur couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	3	-	-	-	-	3
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	31	(2)	-	-	-	-	29
Autres variations	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)
Résultat net global	-	-	(60)	(32)	-	189	-	-	97
Paiements fondés en actions	-	-	-	-	32	-	(21)	-	11
Autres variations	-	-	-	(3)	-	-	-	34 ⁽¹⁾	31
Mouvements sur le capital ⁽²⁾	7	7	-	-	-	-	-	-	14
Dividendes payés	-	-	-	(223)	-	-	-	-	(223)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013 (NON AUDITÉS)	1 522	847	6	2 239	(131)	189	24	41	4 737

(1) Juste valeur de la part des actionnaires sans contrôle dans MRM S.A. pour EUR 36 millions et ajustement pour EUR (2) millions concernant des dividendes payés aux actionnaires minoritaires de CPP (Compagnie Parisienne de Parkings, filiale de SCOR Auber).

(2) Les mouvements présentés ci-dessus sont relatifs à l'émission d'actions du fait de l'exercice des stock-options à hauteur de EUR 14 millions (EUR 7 millions de capital et EUR 7 millions de primes liées au capital), générant la création de 875 579 actions nouvelles au cours du premier semestre 2013.

Cette page a été laissée volontairement blanche



Notes annexes
aux États
Financiers
Consolidés
condensés au
30 juin 2014
(non audités)

3.1 Informations générales

Les États Financiers Consolidés condensés non audités (« États Financiers ») reflètent la situation financière de SCOR et de ses filiales consolidées (le « Groupe ») ainsi que les intérêts dans les entreprises mises en équivalence pour le semestre clos au 30 juin 2014.

Les principales activités du Groupe sont présentées en Section 6 du Document de Référence 2013.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 30 juillet 2014 pour arrêter les États Financiers.

3.2 Principes de préparation et méthodes comptables

3.2.1 PRINCIPES DE PRÉPARATION

Les États Financiers du Groupe au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et selon les normes adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

Les États Financiers du Groupe n'incluent pas toutes les informations requises dans le rapport financier annuel et doivent donc être lus accompagnés de la Section 20.1 du Document de Référence 2013 du Groupe. Les principes et méthodes comptables appliqués pour la préparation des États Financiers sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des États Financiers Consolidés au 31 décembre 2013, sauf indication particulière.

La préparation des États Financiers impose que le management émette certains jugements, hypothèses et estimations qui affectent l'application des méthodes comptables et les montants de produits, de charges, les actifs et passifs, et les informations fournies au titre des actifs et passifs éventuels à la date d'établissement des États Financiers. Les résultats réels peuvent se révéler sensiblement différents des estimations faites et des hypothèses retenues. Les résultats intermédiaires ne sont pas représentatifs des résultats annuels.

Les États Financiers du Groupe sont présentés en euros (EUR) et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche, sauf indication contraire. Les autres devises clés que le Groupe utilise et les taux de change utilisés pour la préparation des États Financiers sont les suivants :

EUR par unité de monnaie étrangère	Taux moyen	Taux de clôture
USD	0,7296	0,7322
GBP	1,2221	1,2477
CAD	0,6661	0,6854

3.2.2 NORMES IFRS APPLICABLES POUR LA PREMIERE FOIS

Le Groupe a adopté les nouvelles normes IFRS, amendements des normes IFRS et interprétations suivantes, telles qu'adoptées par l'Union Européenne :

IFRS 10 – États Financiers Consolidés, remplace les dispositions d'IAS 27 - États Financiers Consolidés et Individuels relatives aux comptes consolidés. IFRS 10 intègre également les dispositions de SIC 12 Consolidation – Entités ad hoc. La norme présente un modèle unique de consolidation applicable à toutes les entités. Elle impose au management de faire preuve de jugement pour évaluer quelles entités sont contrôlées et doivent être consolidées par leur investisseur. IFRS 10 n'a pas eu d'impact sur la consolidation des investissements du Groupe.

IFRS 11 – Partenariats, remplace IAS 31 - Participations dans des coentreprises et SIC 13 - Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des co-entrepreneurs. La norme traite de deux types de partenariats : les activités communes et les coentreprises. Afin d'évaluer l'existence du contrôle conjoint, IFRS 11 se réfère à la définition du contrôle énoncée dans IFRS 10. La possibilité offerte dans IAS 31 de consolider les entités sous contrôle conjoint selon la méthode de l'intégration proportionnelle est supprimée. IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur les États Financiers Consolidés du Groupe.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, reprend les dispositions qui étaient précédemment incluses dans IAS 27, IAS 31 et IAS 28 - Participations dans des entreprises associées. Un certain nombre de dispositions nouvelles ont été ajoutées comme les jugements relatifs à l'évaluation du contrôle d'une entité par une autre. Ces exigences d'information ne s'appliquent pas aux États Financiers Consolidés condensés au 30 juin 2014, sauf en cas d'événements ou transactions significatifs de la période requérant qu'elles le soient. En conséquence,

le Groupe n'a pas inclus de telles informations.

En conséquence des nouvelles normes IFRS 10 et IFRS 12, ce qui reste de la norme IAS 27 est limité à la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les États Financiers Individuels. Le Groupe ne publie pas d'États Financiers IFRS individuels.

En conséquence des nouvelles normes IFRS 11 et IFRS 12, IAS 28 a été renommée IAS 28 Participations aux entreprises associées et coentreprises, et décrit l'application de la méthode d'équivalence pour les investissements dans des coentreprises et des entreprises associées. Les modifications apportées à IAS 28 n'ont pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats du Groupe.

Les amendements d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers, précisent le sens de « actuellement a un droit juridiquement exécutoire de compensation ». Les modifications précisent également l'application des critères de compensation de la norme IAS 32 pour les systèmes de règlement qui appliquent des mécanismes de règlement brut qui ne sont pas simultanés. Les modifications apportées n'ont pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats du Groupe.

3.2.3 NORMES IFRS PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes suivantes ont été publiées par l'IASB, et ne sont soit pas encore en vigueur, soit pas encore adoptées par l'Union Européenne :

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 – Instruments Financiers. Sa version finale remplace les versions antérieurement publiées relatives aux phases classification et évaluation ainsi que comptabilité de couverture. Elle remplace également IAS 39 – Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation, et couvre la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, les pertes de valeurs et la comptabilité de couverture. IFRS 9 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, son application anticipée étant toutefois autorisée.

IFRS 9 prescrit de classer les instruments financiers selon la façon dont ils sont gérés par une entité (son « business model ») et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers. Selon leur classification, les actifs financiers seront évalués au coût amorti ou à la juste valeur (par résultat ou par autres éléments du résultat global). Le nouveau modèle de pertes de valeur prescrit la reconnaissance des pertes attendues sur créances, fondées sur les informations historiques, courantes ou prévisionnelles disponibles. La norme alignera plus précisément la comptabilité de couverture sur gestion des risques. Elle ne changera pas fondamentalement les types de relations de couverture ni les obligations d'évaluation et de reconnaissance de l'efficacité des couvertures.

L'Union Européenne n'a pas encore décidé de l'adoption de cette norme. Son adoption affectera la classification et l'évaluation des actifs financiers du Groupe ainsi que sa politique de dépréciation. Le Groupe en déterminera les impacts sur sa situation financière et ses résultats, ainsi que sur les informations à donner en annexes aux comptes consolidés.

IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique, traite de la comptabilisation de ces taxes, qui ne correspondent pas à un impôt sur le résultat. L'interprétation précise le fait générateur de l'obligation de payer et la date à retenir pour la comptabilisation d'un passif lié au paiement de ces taxes. L'Union Européenne a adopté IFRIC 21, le 13 juin 2014. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 pour les entreprises préparant leurs États Financiers conformément aux IFRS publiées par l'IASB et à compter du 17 juin 2014 pour les sociétés européennes cotées. L'impact sur les comptes consolidés du Groupe ne devrait pas être matériel.

3.3 Regroupements d'entreprises

ACQUISITION DE GENERALI U.S.

Le 1^{er} octobre 2013, SCOR Global Life Americas Holding Inc., filiale de SCOR Global Life SE, a acquis l'intégralité de Generali U.S. Holdings, Inc. (« Generali U.S. »), holding de l'activité de réassurance Vie de Generali aux États-Unis.

La transaction comprenait l'acquisition du capital de Generali U.S. et de ses filiales opérationnelles, y compris Generali USA Life Reassurance Company (« Generali USA »), et la reprise des contrats de récession entre Generali USA et Generali Spa.

L'opération a généré un profit de EUR 197 millions résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses. SCOR a financé l'opération sur ses ressources propres et en recourant à l'emprunt de façon limitée, en particulier une ligne de financement court terme de USD 228 millions, sans émettre de nouvelles actions. La ligne de financement court terme a été entièrement remboursée au cours du premier trimestre 2014.

La comptabilisation du regroupement d'entreprises est présentée dans le Document de Référence 2013. Le prix d'acquisition a été alloué, selon une estimation de la juste valeur des actifs et des passifs à la date d'acquisition, en conformité avec la norme IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

ACQUISITION DE MRM S.A.

Le 29 mai 2013, SCOR a acquis 59,9 % du capital et des droits de vote de MRM S.A., une société française de placement immobilier, détenant un portefeuille mixte d'immeubles commerciaux et de bureaux.

Le prix payé par SCOR s'élève à EUR 53 millions, en échange d'actions de MRM S.A. La transaction a généré un profit de EUR 30 millions résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses et a été financée par SCOR grâce à l'utilisation de fonds propres, sans émission d'une nouvelle dette ou de capital.

La comptabilisation du regroupement d'entreprises est présentée dans le Document de Référence 2013. Le prix d'achat a été alloué sur la base d'une estimation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition déterminée conformément à IFRS 3 - Regroupements d'entreprises.

3.4 Information sectorielle

Les principales activités du Groupe sont décrites en Section 6 du Document de Référence 2013.

En conformité avec le mode de gestion et de décision du Groupe, les activités du Groupe sont organisées en deux segments opérationnels et un centre de coûts (également appelé "Fonctions Groupe"). Les segments opérationnels sont les suivants : le segment SCOR Global P&C, qui regroupe les activités d'assurance et réassurance de dommages et responsabilités (également appelé "Non-Vie") et le segment SCOR Global Life, qui regroupe les activités de réassurance Vie (également appelé "Vie"). Le Groupe souscrit des types de risque différents dans chacun de ces segments et les responsabilités et reporting au sein du Groupe sont établis sur la base de cette structure.

La Direction analyse les résultats opérationnels des segments SCOR Global P&C et SCOR Global Life séparément dans le but d'évaluer la performance opérationnelle de l'activité et d'allouer les ressources. Aucun segment opérationnel n'a été regroupé pour créer les segments opérationnels SCOR Global P&C et SCOR Global Life.

3.4.1 SEGMENTS OPÉRATIONNELS

Le tableau suivant présente le résultat opérationnel de chaque segment opérationnel du Groupe pour les semestres clos aux 30 juin 2014 et 2013 ⁽¹⁾.

	Semestre clos au 30 juin (non audité)							
	2014				2013			
	SCOR Global Life	SCOR Global P&C	Fonctio ns Groupe	Total	SCOR Global Life	SCOR Global P&C	Fonctions Groupe	Total
En EUR millions								
Primes brutes émises	3 027	2 400	-	5 427	2 606	2 378	-	4 984
Variation des primes brutes non acquises	(15)	(129)	-	(144)	2	(30)	-	(28)
Primes brutes acquises	3 012	2 271	-	5 283	2 608	2 348	-	4 956
Charges des prestations des contrats	(2 434)	(1 325)	-	(3 759)	(2 037)	(1 458)	-	(3 495)
Commissions brutes sur primes acquises	(455)	(509)	-	(964)	(435)	(513)	-	(948)
RESULTAT TECHNIQUE BRUT ⁽²⁾	123	437	-	560	136	377	-	513
Primes émises rétrocedées	(292)	(277)	-	(569)	(260)	(309)	-	(569)
Variation des primes non acquises rétrocedées	-	65	-	65	-	76	-	76
Primes acquises rétrocedées	(292)	(212)	-	(504)	(260)	(233)	-	(493)
Sinistralité rétrocedée	231	81	-	312	193	93	-	286
Commissions rétrocedées	49	24	-	73	38	23	-	61
Résultat net des cessions de réassurance	(12)	(107)	-	(119)	(29)	(117)	-	(146)
RESULTAT TECHNIQUE NET ⁽²⁾	111	330	-	441	107	260	-	367
Autres produits et charges des opérations de réassurance	-	(30)	-	(30)	(6)	(26)	-	(32)
Produits de placements ⁽³⁾	58	109	-	167	42	113	-	155
Intérêts sur dépôts	82	11	-	93	65	12	-	77
Plus et moins-values de cession des placements	12	43	-	55	23	37	-	60
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	1	6	-	7	1	6	-	7
Variation des dépréciations sur placements	(1)	(13)	-	(14)	(15)	(59)	-	(74)
Résultat de change	(6)	7	-	1	(2)	1	-	(1)
Produits financiers	146	163	-	309	114	110	-	224
Frais de gestion financière	(5)	(12)	(3)	(20)	(4)	(9)	(3)	(16)
Frais d'acquisition et frais d'administration	(100)	(92)	(7)	(199)	(87)	(90)	(6)	(183)
Autres charges opérationnelles courantes	(15)	(20)	(38)	(73)	(19)	(23)	(39)	(81)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	137	339	(48)	428	105	222	(48)	279
Autres charges opérationnelles	(11)	(21)	-	(32)	-	(13)	-	(13)
Autres produits opérationnels	8	1	-	9	2	1	-	3
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (AVANT IMPACT DES ACQUISITIONS)	134	319	(48)	405	107	210	(48)	269

(1) Les refacturations inter-segments sont éliminées en consolidation.

(2) Les résultats techniques sont les soldes des produits et des charges alloués aux affaires d'assurance et de réassurance.

(3) Les produits de placements incluent EUR 2 millions de produits issus de contrats de réassurance Vie qui ne satisfont pas au critère de transfert de risque (30 juin 2013 : EUR 1 million)

3.4.2 PRIMES BRUTES ÉMISES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

La répartition des primes brutes émises par zone géographique déterminée par rapport à la localisation de la cédante pour l'activité des traités et la localisation des assurés pour l'activité des facultatives est la suivante :

Semestre clos au 30 juin (non audité)				
En EUR millions	SCOR Global Life		SCOR Global P&C	
	2014	2013	2014	2013
Primes brutes émises	3 027	2 606	2 400	2 378
Europe	988	962	1 135	1 171
Amériques	1 633	1 281	631	614
Asie Pacifique/Reste du monde	406	363	634	593

3.4.3 ACTIFS ET PASSIFS PAR SEGMENT OPÉRATIONNEL

Les principaux postes du bilan ⁽¹⁾ par segment opérationnel sont estimés de la façon suivante :

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)			Au 31 décembre 2013		
	SCOR Global Life	SCOR Global P&C	Total	SCOR Global Life	SCOR Global P&C	Total
Écart d'acquisition	45	743	788	45	743	788
Portefeuille de contrats	1 389	-	1 389	1 393	-	1 393
Placements des activités d'assurance	10 300	12 010	22 310	10 276	11 996	22 272
Trésorerie et équivalents de trésorerie	863	610	1 473	885	629	1 514
Part des rétrocessionnaires dans les provisions techniques et passifs liés aux contrats financiers	449	773	1 222	410	730	1 140
Total bilan	16 607	18 225	34 832	16 410	17 751	34 161
Passifs relatifs aux contrats	12 172	12 664	24 836	11 850	12 487	24 337

(1) Le tableau ci-dessus ne présente que certains postes spécifiques du bilan analysés par le management au niveau des segments.

3.4.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE PAR SEGMENT OPÉRATIONNEL

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles par segment sont présentés au sein du tableau des flux de trésorerie.

3.5 Autres actifs et passifs financiers

Les placements des activités d'assurance du Groupe peuvent être analysés comme suit :

3.5.1 ANALYSE PAR CATÉGORIE DE PLACEMENTS FINANCIERS

En EUR millions		Valeur nette comptable au	
		30 juin 2014 (non audité)	31 décembre 2013
Immobilier de placement		850	861
Actions	Notes 3.5.2 & 3.5.5	722	734
Obligations	Notes 3.5.2 & 3.5.3	11 534	11 333
Actifs financiers disponibles à la vente (AFS)		12 256	12 067
Actions	Notes 3.5.2 & 3.5.5	376	322
Obligations	Notes 3.5.2 & 3.5.3	46	47
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	Note 3.5.2	422	369
Prêts et créances	Note 3.5.2	8 687	8 881
Instruments dérivés	(1) Note 3.5.2	95	94
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE		22 310	22 272

(1) Un passif de EUR 35 millions provenant d'instruments financiers dérivés est inscrit au passif du bilan consolidé (2013 : EUR 37 millions).

3.5.2 MÉTHODES DE VALORISATION

Analyse des placements des activités d'assurance selon leur méthode de valorisation :

En EUR millions	Placements et trésorerie au 30 juin 2014 (non audité)				
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût ou coût amorti
Immobilier de placement	850	-	-	-	850
Actions	722	395	250	-	77
Obligations	11 534	10 610	922	-	2
Actifs financiers disponibles à la vente (AFS)	12 256	11 005	1 172	-	79
Actions	376	195	181	-	-
Obligations	46	-	46	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	422	195	227	-	-
Prêts et créances	8 687	289	-	-	8 398
Instruments dérivés	95	-	49	46	-
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	22 310	11 489	1 448	46	9 327
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 473	1 473	-	-	-
PLACEMENTS ET TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2014	23 783	12 962	1 448	46	9 327
Pourcentage	100%	55%	6%	0%	39%

Placements et trésorerie au 31 décembre 2013					
En EUR millions	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût ou coût amorti
Immobilier de placement	861	-	-	-	861
Actions	734	398	262	-	74
Obligations	11 333	10 331	1 000	-	2
Actifs financiers disponibles à la vente (AFS)	12 067	10 729	1 262	-	76
Actions	322	169	153	-	-
Obligations	47	3	44	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat	369	172	197	-	-
Prêts et créances	8 881	606	-	-	8 275
Instruments dérivés	94	-	35	59	-
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	22 272	11 507	1 494	59	9 212
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 514	1 514	-	-	-
PLACEMENTS ET TRÉSORERIE AU 31 DECEMBRE 2013	23 786	13 021	1 494	59	9 212
Pourcentage	100%	55%	6%	0%	39%

Le niveau de hiérarchie de juste valeur au sein duquel est classé un investissement est déterminé en fonction du niveau de données le plus fin qui est significatif pour l'évaluation de la juste valeur de cet instrument. L'importance d'une donnée est ainsi évaluée par rapport à l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité. Apprécier l'importance d'une donnée précise pour l'évaluation de la juste valeur requiert de faire appel au jugement en prenant en compte les paramètres spécifiques à l'instrument considéré. Le Groupe s'assure à chaque fin de période de reporting de la pertinence de la classification des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. La méthode de valorisation des instruments financiers fait l'objet d'un suivi afin d'identifier d'éventuels reclassements.

Niveau 1 : Investissements évalués à la juste valeur sur la base de prix publiés sur un marché actif

Cette catégorie comprend les investissements financiers qui sont évalués par référence directe à des prix publiés sur un marché actif. Les instruments financiers sont classés dans cette catégorie lorsque les prix ou taux publiés représentent des transactions réelles et régulières disponibles auprès d'une bourse, d'un négociateur ou d'un courtier. Les instruments qui relèvent de cette catégorie sont les actions cotées, la plupart des obligations d'État et assimilées, les obligations garanties ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Niveau 2 : Investissements évalués à la juste valeur selon des techniques de valorisation fondées sur des modèles développés par des tiers internes et externes au Groupe

Le Groupe détient certains investissements évalués à partir de modèles développés par des tiers externes indépendants au Groupe faisant référence à des données de marché observables. Il s'agit principalement de produits structurés, autres que ceux garantis par des organismes d'État, pour lesquels le marché est considéré comme actif, de titres non cotés du secteur privé, d'obligations assimilées à des obligations d'État, indexées sur l'inflation et autres investissements alternatifs spécifiques. Des informations complémentaires sur la valorisation de ces instruments dérivés sont fournies en Note 20.1.6.8 – Instruments dérivés du Document de Référence 2013.

Niveau 3 : Investissements évalués à la juste valeur selon des techniques de valorisation non (ou partiellement) fondées sur des données de marché

Cette catégorie comprend les instruments dont la juste valeur n'est pas fondée sur des données de marché observables. Ces instruments ne peuvent être valorisés ni à partir des prix observés pour des transactions similaires réalisées sur le marché pour un même instrument, ni à partir de données de marché disponibles. Au 30 juin 2014, la plupart des actifs relevant du Niveau 3 sont des instruments dérivés, principalement dans le cadre de la protection contre le risque de catastrophes naturelles (Atlas VI) et de mortalité (Atlas IX). Des informations complémentaires sur ces instruments dérivés sont fournies en Note 20.1.6.8 – Instruments dérivés du Document de Référence 2013.

Technique d'évaluation – Niveau 3 – Obligations catastrophes Atlas

Les obligations catastrophes comptabilisées en instruments dérivés Atlas VI de EUR 50 millions (EUR 125 millions en décembre 2013, dont EUR 75 millions pour Atlas VI 2010 échu le 31 mars 2014 et EUR 50 millions pour Atlas VI 2011) et de USD 270 millions sont évaluées selon un modèle des pertes cumulées attendues basé sur une combinaison de données de marché (dans la mesure où le marché de ces instruments est actif) et d'outils de modélisation catastrophe développés par des tiers externes (AIR / RMS / EQECAT).

Les données non observables significatives utilisées dans le modèle d'évaluation sont les suivantes :

Données non observables	Atlas VI Series 2011-1 Classe A	Atlas VI Series 2011-1 Classe B	Atlas VI Series 2011-2
Perte attendue relative aux Ouragans aux États-Unis selon le modèle AIR :	2,62% pour USD 125 millions	1,88% pour USD 145 millions	
Perte attendue relative aux Tremblements de terre aux États-Unis selon le modèle AIR :	0,46% pour USD 125 millions	0,35% pour USD 145 millions	-
Perte attendue relative aux Tempêtes en Europe selon le modèle RMS/AIR :	-	-	3,29 % pour EUR 50 millions

La survenance d'une catastrophe significative (tel qu'un tremblement de terre aux États-Unis ou un ouragan / tempête aux États-Unis ou en Europe) au cours de la période de couverture des séries d'obligations correspondantes, aurait un impact croissant sur les pertes attendues et sur la juste valeur de la portion correspondante de l'instrument dérivé comptabilisé.

Techniques d'évaluation – Niveau 3 – Atlas IX contrat de transfert de risques mortalité extrême

Le contrat de transfert de risques mortalité extrême Atlas IX s'appuie sur un indice de mortalité de la population américaine pondéré par âge et par sexe afin de refléter le portefeuille de SCOR Global Life aux États-Unis.

SCOR comptabilise le contrat de transfert de risques mortalité extrême en dérivé actif et le valorise en utilisant un modèle fondé sur des taux d'intérêt indicatifs du marché secondaire ; il est tenu compte à la fois de la probabilité de déclenchement et des opportunités de placements alternatifs pour autant que de tels instruments soient négociés de manière active.

Le taux d'intérêt moyen calculé s'appuie sur des sources externes qui fournissent régulièrement des aperçus du marché secondaire actuel. Le taux d'intérêt moyen du marché secondaire utilisé au 30 juin 2014 était de 2,9525 % (31 décembre 2013 : 3,095%).

La survenance d'événements de mortalité extrême aux États-Unis (tels que les pandémies, catastrophes naturelles et attaques terroristes) au cours de la période de couverture de cette obligation (Atlas IX, Série 2013-1) aurait pour impact de faire augmenter la juste valeur de l'instrument dérivé.

Actifs financiers disponibles à la vente évalués au coût

Les investissements dans des actifs financiers disponibles à la vente comprennent environ EUR 79 millions d'actifs évalués au coût (31 décembre 2013 : EUR 76 millions). Ces placements représentent essentiellement des investissements dans des actions ou des fonds non cotés.

Au cours des semestres clos au 30 juin 2013 et au 30 juin 2014, le Groupe n'a pas enregistré de plus ou moins-values de cession significatives sur des placements disponibles à la vente évalués au coût.

Transfert et classification des investissements

Il n'y a pas eu de transfert significatif dans les catégories de détermination de la juste-valeur entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours du 1^{er} semestre 2014, de même qu'au cours du 1^{er} semestre 2013.

3.5.3 MOUVEMENTS DE LA PERIODE DES INSTRUMENTS FINANCIERS MESURES A LA JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3

Au cours du premier semestre 2014, il n'y a pas eu de transfert depuis ou vers la catégorie de juste valeur de Niveau 3.

En EUR millions	Au 1er Janvier 2014	Total des profits / (pertes) comptabilisés en résultat	Profits/ (Pertes) latents comptabilisés en OCI	Achats	Ventes	Transferts depuis ou vers le niveau 3	Au 30 juin 2014 (non audité)
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente (AFS)	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	59	(13) ⁽¹⁾	-	-	-	-	46
Placements	59	(13)	-	-	-	-	46

(1) Mouvements des instruments dérivés principalement dus à la variation de la juste valeur des obligations catastrophe ATLAS VI et ATLAS IX comptabilisés en autres charges opérationnelles.

Au cours du premier semestre 2013, EUR 2 millions nets ont été transférés hors de la catégorie de juste valeur de Niveau 3.

En EUR millions	Au 1er Janvier 2013	Total des profits / (pertes) comptabilisés en résultat	Profits/ (Pertes) latents comptabilisés en OCI	Achats	Ventes	Transferts depuis ou vers le niveau 3	Au 30 juin 2013 (non audité)
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	2	-	-	-	-	(2)	-
Actifs disponibles à la vente (AFS)	2	-	-	-	-	(2)	-
Instruments dérivés	81	(13) ⁽¹⁾	-	-	(1)	-	67
Placements	83	(13)	-	-	(1)	(2)	67

(1) Mouvements des instruments dérivés principalement dus à la variation de la juste valeur des obligations catastrophes ATLAS VI comptabilisés en autres charges opérationnelles.

3.5.4 PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE

La ventilation du portefeuille obligataire selon les notations de crédit est la suivante :

En EUR millions	AAA	AA	A	BBB	< BBB	Non coté	Total
Au 30 juin 2014 (non audité)							
Obligations disponibles à la vente	2 489	4 649	2 189	1 195	805	207	11 534
Obligations à la juste valeur par résultat	4	-	42	-	-	-	46
Total obligations au 30 Juin 2014	2 493	4 649	2 231	1 195	805	207	11 580
Au 31 Décembre 2013							
Obligations disponibles à la vente	2 417	4 669	2 205	1 113	729	200	11 333
Obligations à la juste valeur par résultat	3	-	44	-	-	-	47
Total obligations au 31 décembre 2013	2 420	4 669	2 249	1 113	729	200	11 380

3.5.5 GAINS / (PERTES) NETS LATENTS ET DÉPRÉCIATION DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE

Le tableau ci-après présente les gains/(pertes) latents par catégorie de placement obligataire :

En EUR millions	30 juin 2014 (non audité)		Au 31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Plus ou moins-values latentes nettes	Valeur comptable	Plus ou moins-values latentes nettes
Obligations émises par des États et assimilées				
France	211	3	237	(4)
Allemagne	305	1	394	-
Pays-Bas	104	-	116	(2)
Royaume-Uni	639	(10)	819	(13)
Autres pays de l'Union européenne ⁽¹⁾	229	(3)	143	(4)
États-Unis	1 749	(7)	1 731	(38)
Canada	353	17	306	8
Japon	163	-	120	-
Supranational	214	5	136	1
Autres	453	2	447	-
Total obligations émises par des États et assimilées	4 420	8	4 449	(52)
Obligations sécurisées et titres adossés à des créances hypothécaires	1 475	42	1 507	3
Obligations émises par le secteur privé	4 830	127	4 609	64
Produits structurés et titrisés	855	1	815	-
Total obligations ⁽²⁾	11 580	178	11 380	15

(1) Au 31 décembre 2013 et 30 juin 2014, SCOR n'est pas exposé aux risques liés à la dette souveraine du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie, de la Grèce ou de l'Espagne.

(2) Le montant comprend EUR 46 millions d'obligations qui ont été classées en juste valeur par résultat (au 31 décembre 2013 : EUR 47 millions).

Dépréciation

Le Groupe n'a pas enregistré de dotation aux provisions pour dépréciation d'obligations au cours du 1^{er} semestre 2014, en accord avec les principes de dépréciation définis dans le Document de Référence 2013 – Note 20.1.6.1 (H) (1^{er} semestre 2013 : dotations aux provisions pour dépréciation de EUR 3 millions).

3.5.6 GAINS / (PERTES) NETS LATENTS ET DÉPRÉCIATION DU PORTEFEUILLE ACTIONS DISPONIBLES A LA VENTE

Le Groupe analyse ses gains/(pertes) latents sur actions comme suit :

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)				
	Durée de la perte de valeur en mois				
Amplitude de la perte de valeur	< 12	12-18	18-24	>24	Total
≤ 30 %	(9)	-	-	-	(9)
> 30 ≤ 40 %	-	-	-	-	-
> 40 ≤ 50 %	-	-	-	-	-
> 50 %	-	-	-	-	-
Total des pertes latentes sur actions ayant fait l'objet d'une analyse détaillée	(9)	-	-	-	(9)
Gains latents et autres ⁽¹⁾					52
Gains latents nets					43

En EUR millions	Au 31 décembre 2013				
	Durée de la perte de valeur en mois				
Amplitude de la perte de valeur	< 12	12-18	18-24	>24	Total
≤ 30 %	(1)	-	-	-	(1)
> 30 ≤ 40 %	-	-	-	-	-
> 40 ≤ 50 %	-	-	-	-	-
> 50 %	-	-	-	-	-
Total des pertes latentes sur actions ayant fait l'objet d'une analyse détaillée	(1)	-	-	-	(1)
Gains latents et autres	(1)				46
Gains latents nets					45

(1) Le poste « autres » inclut également les investissements dans des parts de fonds ainsi qu'un investissement coté ayant généré une perte latente de EUR 9 millions (perte latente de EUR 6 millions en 2013), non déprécié en raison de la nature stratégique de cet investissement

Dépréciation

Le Groupe a enregistré des charges de dépréciation d'actions disponibles à la vente d'un montant de EUR 2 millions au cours du 1^{er} semestre 2014, en accord avec les principes de dépréciation définis dans le Document de Référence 2013 – Note 20.1.6.1 (H) (1^{er} semestre 2013 : charge de dépréciation de EUR 64 millions).

3.5.7 DETTE FINANCIERE

Le tableau suivant donne un résumé des dettes émises par le Groupe :

En EUR millions	Échéance	Au 30 juin 2014		Au 31 décembre 2013	
		Valeur nette comptable (non audité)	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Dettes subordonnées					
USD 100 millions	(1) 25/06/2029	15	15	15	15
EUR 100 millions	(1) 05/07/2020	93	93	93	93
EUR 350 millions	Perpétuel	270	288	262	275
CHF 650 millions	Perpétuel	558	588	542	561
CHF 315 millions	Perpétuel	258	280	263	276
CHF 250 millions	Perpétuel	210	227	204	211
Total dettes subordonnées	(2)	1 404	1 491	1 379	1 431
Dettes sur immobilier de placement		294	294	311	311
Dettes sur immobilier pour usage propre		184	184	186	186
Dettes immobilières	(1)	478	478	497	497
Autres dettes financières	(1) (3)	11	11	177	177
TOTAL DETTES DE FINANCEMENT		1 893	1 980	2 053	2 105

(1) Ces dettes ne sont pas cotées. A défaut, les valeurs nettes comptables reflètent la valeur de marché.

(2) Le solde comprend des intérêts courus pour un montant de EUR 48 millions (au 31 décembre 2013 : EUR 28 millions).

(3) Une ligne de financement court terme d'un montant principal de USD 228 millions, destinée à financer en partie l'acquisition de Generali U.S., a été totalement remboursée, par anticipation, au cours du 1^{er} trimestre 2014.

3.5.8 GESTION DE LA DETTE FINANCIERE ET DU CAPITAL

Rachat le 25 avril 2013 de USD 43 millions de la dette subordonnée de USD 100 millions

Le 25 avril 2013, le Groupe a racheté pour USD 43 millions une de ses dettes subordonnées de USD 100 millions au prix de 89,75 %. À ce prix d'achat, cette transaction a généré une augmentation du résultat de l'ensemble consolidé avant impôts de EUR 3,3 millions.

Couvertures de flux de trésorerie sur dettes subordonnées perpétuelles

Pour couvrir le risque de change lié à l'émission de ses dettes en CHF (CHF 650 millions émis en 2011, CHF 315 millions émis en 2012 et CHF 250 millions en 2013), SCOR a souscrit des swaps de devises qui échangent le principal et les coupons sur les émissions obligataires CHF contre un principal et des coupons en EUR à échéances du 2 août 2016, du 8 juin 2018 et du 30 novembre 2018.

Une comptabilité de couverture des flux de trésorerie est appliquée. La juste valeur de ces swaps est fournie par la contrepartie bancaire et se fonde sur des données de marché. Le montant total notionnel lié est de CHF 1 215 millions au 30 juin 2014 (31 décembre 2013 : CHF 1 215 millions). Au 30 juin 2014, la position bilancielle de ces swaps est un passif de EUR 1 million (31 décembre 2013 : actif de EUR 3 millions). La variation de juste valeur de la période s'est ainsi élevée à EUR (4) millions, comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Dettes immobilières

Les dettes immobilières sont liées à l'acquisition d'immobilier de placement et d'immobilier pour usage propre financés par des prêts de EUR 478 millions (EUR 497 millions au 31 décembre 2013), dont EUR 136 millions relatifs aux dettes immobilières de MRM S.A.

Certains des contrats de dette immobilière contiennent des clauses usuelles de remboursement anticipé et d'engagements financiers (« covenants »). Ces covenants définissent des seuils à respecter pour plusieurs ratios, notamment le ratio LTV (loan to value, défini comme le rapport entre le montant de la dette et la valeur de marché du bien immobilier qu'elle finance), le ratio ICR (interest coverage rate, représentant le taux de couverture des charges d'intérêts par les loyers) et le ratio DSCR (debt service coverage ratio, représentant le taux de couverture des amortissements de dette et de charges d'intérêts par les loyers). Dans le cadre des contrats de dette existants, les ratios LTV varient entre 60% et 90% et les ratios ICR/DSCR entre 120% et 200%.

Au 30 juin 2014, le Groupe respecte ses engagements en matière de covenants Loan-to-Value et ICR/DSCR, vis-à-vis de ses partenaires bancaires, à l'exception d'une ligne de crédit sur laquelle le seuil LTV fixé par la convention de crédit est dépassé (62% au lieu de 60%). Un remboursement de EUR 2,2 millions permettant de respecter à nouveau le ratio a été pratiqué le 21 juillet 2014.

Couvertures des flux de trésorerie sur dettes immobilières

SCOR a acheté des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir son exposition résultant des dettes financières à taux variables liées aux placements immobiliers. La juste valeur de ces swaps est fournie par la contrepartie bancaire et se fonde sur des données de marché. La comptabilité de couverture est appliquée quand l'efficacité de la couverture est démontrée à l'origine et tout au long de ladite couverture. Le montant total du notionnel de ces swaps est de EUR 290 millions au 30 juin 2014 (31 décembre 2013 : EUR 294 millions). Au 30 juin 2014, la position bilancielle de ces swaps est un passif de EUR 30 millions (31 décembre 2013 : passif de EUR 26 millions). La variation de juste valeur de la période s'est ainsi élevée à EUR (4) millions, comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Ligne d'émission contingente d'actions

Dans le cadre de sa politique protection du capital, le 20 décembre 2013, SCOR a mis en place avec UBS une nouvelle ligne d'actions contingente de EUR 200 millions et a émis 12 695 233 bons d'émission d'actions en faveur d'UBS. Cette ligne d'émission d'actions a remplacé, à partir du 1^{er} janvier 2014, les programmes précédents dont le terme était arrivé au 31 décembre 2013. Au titre de ce programme, la protection sera activée en cas d'événement de type catastrophe naturelle et non-naturelle. Chaque bon d'émission d'actions fait obligation à UBS de souscrire à deux actions nouvelles de SCOR (dans la limite d'un montant total de souscription de EUR 200 millions disponible chaque fois par tranche de EUR 100 millions – prime incluse) dès lors que le montant total (i) des pertes nettes ultimes estimées par le Groupe et consécutives à la survenance de catastrophes naturelles éligibles ou (ii) des sinistres nets ultimes enregistrés par le segment Vie du Groupe s'établira, entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016 au-dessus de certains niveaux définis contractuellement. Par ailleurs, sous réserve qu'aucun tirage n'ait déjà été effectué, une tranche unique de EUR 100 millions sera tirée sur le programme de EUR 200 millions dans l'hypothèse où le cours de l'action SCOR viendrait à s'établir en-dessous de EUR 10.

UBS s'est engagé à souscrire les actions nouvelles, mais n'a pas l'intention de devenir un actionnaire de long terme de SCOR, et revendra ses actions par voie de placements privés et/ou de cessions sur le marché. A cet égard, SCOR et UBS ont conclu un accord de partage des profits, qui prévoit que 50 % du profit, s'il y en a un, sera rétrocédé à SCOR. Si la revente des nouvelles actions survient immédiatement après l'exercice des bons dans le cadre d'une transaction réalisée hors marché, la part de profit due à SCOR sera versée sous forme d'actions SCOR afin de limiter l'impact dilutif de la transaction pour les actionnaires de SCOR.

Des informations complémentaires sur le traitement comptable sont présentées en note 13 de la section 20.1.6 du Document de Référence 2013.

Dividende 2013 versé

L'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2014 a décidé la distribution, au titre de l'exercice 2013, d'un dividende d'un euro et trente centimes (EUR 1,30) par action, soit un montant global de dividende payé de EUR 243 millions calculé sur la base du nombre d'actions éligibles au versement d'un dividende à la date de paiement. Le dividende a été détaché le 12 mai 2014 et mis en paiement le 15 mai 2014.

3.6 Provisions pour avantages aux salariés

Le régime à prestations définies en Suisse a été modifié au cours du premier trimestre 2014. Les modifications principales portent sur une baisse des taux de conversion, une augmentation de l'âge de la retraite de 62 ans à 64 ans, et une augmentation de 1% de la cotisation retraite. La modification du régime a abouti à une réduction de l'obligation au titre des prestations définies de EUR 6 millions. Le produit correspondant a été comptabilisé en réduction du coût des services rendus.

SCOR a évalué l'impact éventuel de la tendance à la baisse des taux d'actualisation sur les provisions pour avantages aux salariés et a considéré que cet impact était immatériel au regard des capitaux propres du Groupe.

3.7 Impôts

Au premier semestre 2014, la charge d'impôt s'est élevée à EUR 80 millions, comparée à une charge de EUR 48 millions au premier semestre 2013. La variation de EUR 32 millions résulte principalement de l'augmentation du résultat avant impôt qui passe de EUR 237 millions en 2013 (incluant le gain d'acquisition non taxable de MRM S.A. de EUR 30 millions) à EUR 335 millions en 2014.

3.8 Résultat net par action

Le résultat net par action non retraité et le résultat net par action dilué aux 30 juin 2014 et 2013 sont présentés dans le tableau suivant :

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)			Au 30 juin 2013 (non audité)		
	Résultat (numérateur)	Actions (dénominateur) (milliers)	Résultat par action (EUR)	Résultat (numérateur)	Actions (dénominateur) (milliers)	Résultat par action (EUR)
Résultat net par action						
Résultat distribuable aux actionnaires ordinaires	256	186 055	1,38	189	185 064	1,02
Résultat dilué par action						
Effets dilutifs :						
Stock options et rémunération en actions ⁽²⁾	-	2 230	-	-	2 242	-
Résultat distribuable aux actionnaires ordinaires et conversions estimées	256	188 285	1,36	189	187 306	1,01

(1) Nombre moyen d'actions sur la période excluant les actions auto-détenues

(2) Dans l'hypothèse où toutes les options sont exercées lorsque le cours moyen de l'action SCOR, pour l'année, excède le prix d'exercice

L'exercice de stock-options s'est systématiquement accompagné d'une annulation d'actions auto-détenues par l'Assemblée Générale afin d'éviter tout effet dilutif sur le capital.

3.9 Litiges

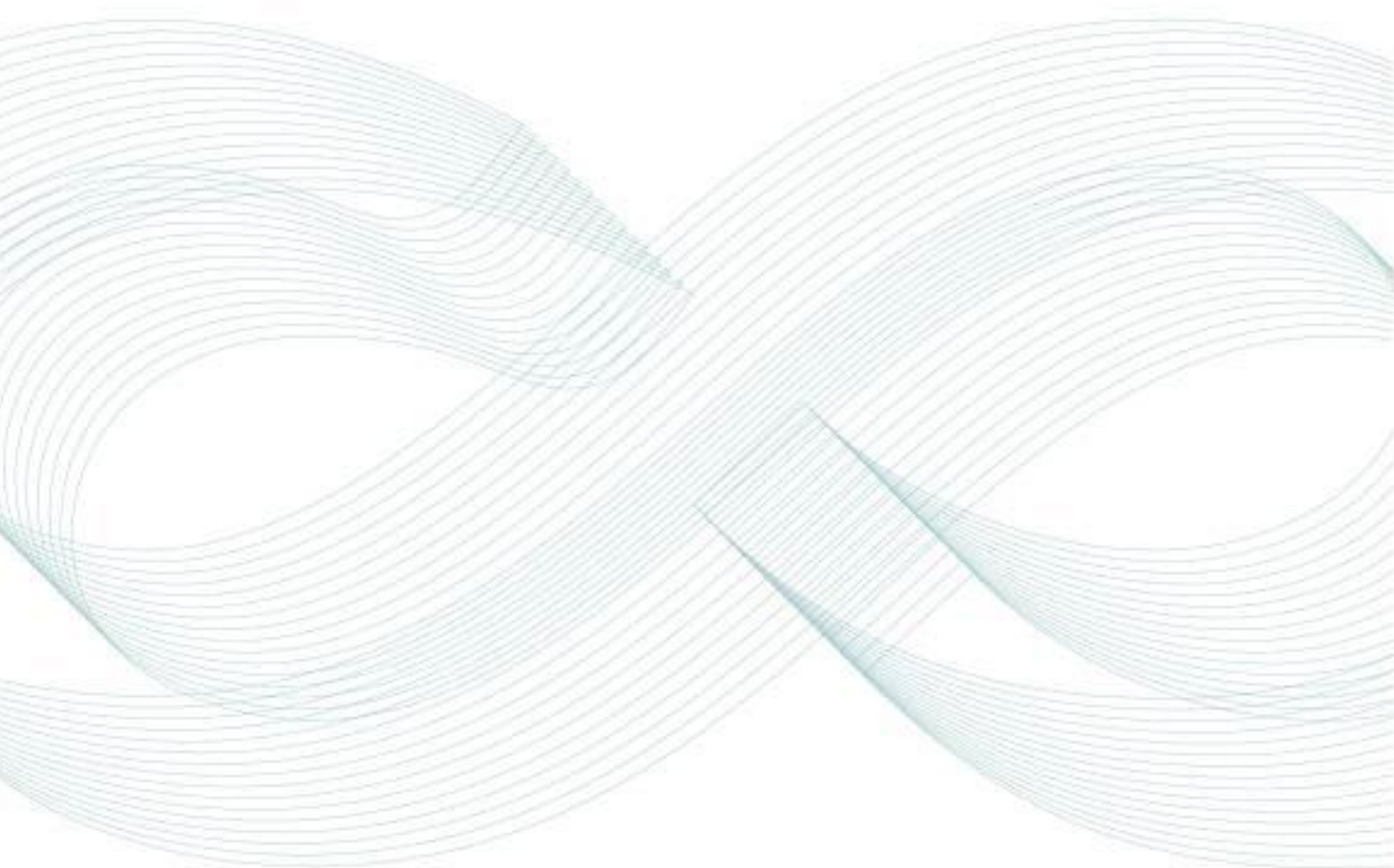
Le Groupe décrit les litiges de manière détaillée en Section 20.1.6.27 du Document de Référence 2013.

Le 18 juin 2009, SCOR SE a initié une procédure devant le Tribunal de Commerce de Nanterre contre une société d'assurance au titre du recouvrement des frais de justice relatifs à son litige passé avec Highfields Capital LTD, Highfields Capital I LP et Highfields Capital II LP couverts par la police de Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux. Cette procédure a fait l'objet d'un jugement de débouté en date du 24 octobre 2012. Le 23 novembre 2012, SCOR a interjeté l'appel de ce jugement devant la Cour d'Appel de Versailles. Le 18 mars 2014, la Cour d'Appel de Versailles a partiellement infirmé le jugement du tribunal de commerce et, statuant à nouveau, a rejeté les demandes de SCOR SE. Après analyse en droit de la décision de la Cour d'Appel, SCOR SE a décidé de se pourvoir en cassation.

Au titre des deux polices de Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux intervenant successivement et en excédent de la police précitée, SCOR SE a également, les 10 janvier 2012 et 22 juin 2012, initié deux procédures distinctes respectivement devant le Tribunal de Commerce de Nanterre et le Tribunal de Commerce de Paris contre deux sociétés d'assurance au titre du recouvrement des frais de justice et d'une partie du montant transactionnel relatifs à son litige passé avec Highfields Capital LTD, Highfields Capital I LP et Highfields Capital II LP couverts par ces polices excédentaires. L'ensemble de ces procédures est toujours en cours.

3.10 Événements postérieurs à la clôture

Néant.



Rapport des
Commissaires
aux comptes
sur
l'information
financière
semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du groupe SCOR SE relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2.2 « Normes IFRS publiées applicables pour la première fois » de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire dont l'incidence à fin juin 2014 est présentée dans cette même note.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Courbevoie et à Paris La Défense, le 30 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

MAZARS

Jean-Claude Pauly

Antoine Esquieu

ERNST & YOUNG Audit

Guillaume Fontaine



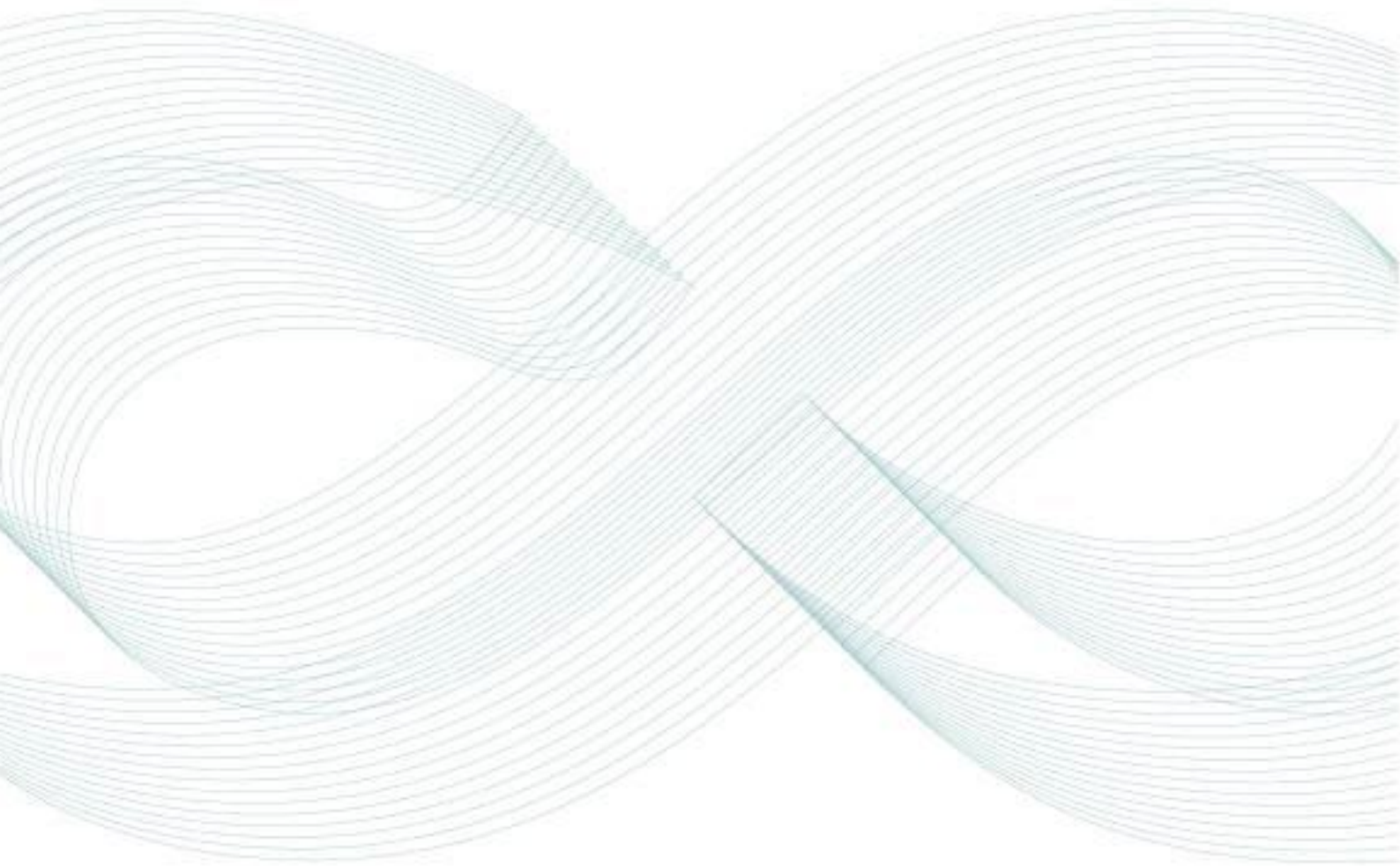
Attestation de
la personne
responsable
des États
Financiers
semestriels

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans sa consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 10 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 30 juillet 2014

Denis Kessler

Président et Directeur Général



Annexe – Calcul des Ratios financiers

Annexe - Calcul des ratios financiers

1.1.1 Actif net par action

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	A 30 juin 2013 (non audité)
Capitaux propres – part du Groupe	5 110	4 940	4 696
Nombre d'actions à la clôture	192 504 636	192 757 911	193 259 798
Actions d'autocontrôle (actions propres) à la clôture	(5 914 533)	(7 343 237)	(6 943 437)
Nombre d'actions	186 590 103	185 414 674	186 316 361
Actif net par action	27,39	26,64	25,21

1.1.2 Rendement sur investissements et Rendement sur actifs investis

En EUR millions		Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Investissements moyens	(1)	22 223	21 559	21 397
Total des produits financiers nets	(3)	281	509	231
Rendement sur investissements		2,6%	2,4%	2,2%

En EUR millions		Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Actifs investis moyens	(2)	14 677	14 056	13 843
Total des produits financiers sur actifs investis		208	369	170
Rendement sur actifs investis	(3)	2,9%	2,6%	2,5%

(1) Moyenne des « total investissements » trimestriels, présentés en note 1.1.4 de cette annexe, retraités des dépôts espèces cédés.

(2) Moyenne des « total actifs investis » trimestriels, présentés en note 1.1.4 de cette annexe.

(3) La méthode utilisée pour calculer le rendement sur actifs investis a été ajustée au cours du premier semestre 2014 afin d'exclure les traités de réassurance Vie ne répondant pas aux critères de transfert de risques (présentés dans les produits financiers du compte de résultat consolidé semestriel). Le ratio préalablement reporté était de 2,7 % pour le document de référence 2013.

1.1.3 Produits financiers nets

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Revenus des actifs investis ⁽³⁾	165	303	154
Gains/(pertes) réalisés sur obligations	39	81	53
Gains/(pertes) réalisés sur prêts	-	1	-
Gains/(pertes) réalisés sur actions	13	18	10
Gains/(pertes) réalisés sur immobilier de placement	1	33	-
Gains/(pertes) réalisés sur autres placements	2	(3)	(3)
Gains/(pertes) réalisés sur actifs investis	55	130	60
Provisions pour dépréciation des obligations	-	(4)	(3)
Provisions pour dépréciation des actions	(2)	(64)	(62)
Provisions/Amortissements de l'immobilier de placement	(12)	(24)	(8)
Provisions pour dépréciation des autres placements	-	(5)	(1)
Provisions/amortissements sur actifs investis	(14)	(97)	(74)
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	7	44	35
Charges financières de l'immobilier de placement ⁽¹⁾	(5)	(11)	(5)
Total des produits financiers sur actifs investis ⁽³⁾	208	369	170
Produits des dépôts espèces	93	176	77
Frais de gestion financière	(20)	(36)	(16)
Total net des produits financiers ⁽³⁾	281	509	231
Résultat de change	1	(10)	(1)
Produits/(charges) des éléments techniques ⁽³⁾	2	1	0
Profit résultant de l'acquisition MRM S.A. à des conditions avantageuses (net des coûts liés à l'acquisition)	-	(27)	(27)
Charges financières de l'immobilier de placement ⁽¹⁾	5	11	5
Total IFRS des produits financiers nets des frais de gestion financière	289	484	208

- (1) Charges de financement liées aux dettes immobilières sur immobilier de placement uniquement. Le total IFRS des produits financiers nets des frais de gestion financière ne comprend pas les charges de financement.
- (2) En 2013, inclut le profit résultant de l'acquisition de MRM S.A. à des conditions avantageuses (net des coûts liés à l'acquisition).
- (3) La méthode utilisée pour calculer le rendement sur actifs investis a été ajustée au cours du premier semestre 2014 afin d'exclure les traités de réassurance Vie ne répondant pas aux critères de transfert de risques (présentés dans les produits financiers du compte de résultat consolidé semestriel). Le ratio préalablement reporté était de 2,7 % pour le document de référence 2013.

1.1.4 Actifs investis, classification du management vs classification IFRS

Classification du Management	Au 30 juin 2014 (non audité)											Total Classification IFRS
	Trésorerie	Obligations	Dettes	Actions	Immobilier de placement	Autres Placements	Total actifs investis	Dépôts - espèces	Total investissements	Intérêts courus	Éléments techniques	
Classification IFRS En EUR millions												(1)
Immobilier de placement					850		850		850			850
Actions		67	43	331	127	154	722		722			722
Obligations		11 064	367			2	11 433		11 433	101		11 534
Actifs financiers disponibles à la vente		11 131	410	331	127	156	12 155	-	12 155	101	-	12 256
Actions				133		243	376		376			376
Obligations		46					46		46	-		46
Placements en juste valeur par résultat		46	-	133	-	243	422	-	422	-	-	422
Prêts et créances		289	165				454	8 233	8 687	-		8 687
Instruments dérivés							-		-		95	95
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	-	11 466	575	464	977	399	13 881	8 233	22 114	101	95	22 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 473						1 473		1 473			1 473
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE ET TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 473	11 466	575	464	977	399	15 354	8 233	23 587	101	95	23 783
Moins : les tiers (2)	(74)	(175)	(133)		(97)		(479)		(479)			
Gains/(pertes) latents sur immobilier de placement direct (URGL) (3)					120		120		120			
Dettes sur immobilier de placement direct (4)					(239)		(239)		(239)			
(Dettes)/créances	(35)						(35)		(35)			
TOTAL CLASSIFICATION DU MANAGEMENT	1 364	11 291	442	464	761	399	14 721	8 233	22 954			

(1) Inclut des obligations catastrophes Atlas et des dérivés de change.

(2) Actifs investis par des tiers dans des fonds et actionnaires sans contrôle en immobilier, consolidés par SCOR

(3) Juste valeur moins valeur nette comptable de l'immobilier de placement, à l'exclusion de EUR 5 millions attribuables à des investisseurs tiers.

(4) Dettes immobilières liées à l'immobilier de placement uniquement, à l'exclusion d'EUR 55 millions attribuables à des investisseurs tiers.

Classification du Management		Au 31 décembre 2013											
		Trésorerie	Obligations	Dettes	Actions	Immobilier de placement	Autres Placements	Total actifs investis	Dépôts - espèces	Total investissements	Intérêts courus	Éléments techniques (1)	Total Classification IFRS
Classification IFRS En EUR millions													
Immobilier de placement						861		861		861			861
Actions			57	47	343	126	161	734		734			734
Obligations			10 893	334	-		2	11 229		11 229	104		11 333
Actifs financiers disponibles à la vente		-	10 950	381	343	126	163	11 963	-	11 963	104	-	12 067
Actions			-	-	108		214	322		322			322
Obligations			46	-	-			46		46	1		47
Placements en juste valeur par résultat		-	46	-	108	-	214	368		368	1		369
Prêts et créances		-	605	94				699	8 181	8 880	1		8 881
Instruments dérivés								-		-		94	94
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE		-	11 601	475	451	987	377	13 891	8 181	22 072	106	94	22 272
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 514						1 514		1 514			1 514
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE ET TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		1 514	11 601	475	451	987	377	15 405	8 181	23 586	106	94	23 786
Moins : les tiers (2)		(43)	(107)	(90)	-	(103)		(343)		(343)			
Gains/(pertes) latents sur immobilier de placement direct (URGL) (3)						106		106		106			
Dettes sur immobilier de placement direct (4)						(251)		(251)		(251)			
(Dettes)/créances		(11)		-		-		(11)		(11)			
TOTAL CLASSIFICATION DU MANAGEMENT (5)		1 460	11 494	385	451	739	377	14 906	8 181	23 087			

(1) Inclut des obligations catastrophes Atlas et des dérivés de change.

(2) Actifs investis par des tiers dans des fonds et actionnaires sans contrôle en immobilier, consolidés par SCOR

(3) Juste valeur moins valeur nette comptable de l'immobilier de placement, à l'exclusion de EUR 6 millions attribuables à des investisseurs tiers.

(4) Dettes immobilières liées à l'immobilier de placement uniquement, à l'exclusion d'EUR 60 millions attribuables à des investisseurs tiers.

(5) La définition des actifs investis a été modifiée et exclut désormais les actifs détenus par des investisseurs tiers, consolidés en IFRS. Les actifs investis totaux s'élevaient respectivement à EUR 15,2 milliards et à EUR 13,6 milliards dans le Document de Référence 2013 et le rapport financier semestriel au 30 juin 2013.

Classification du Management		Au 30 juin 2013 (non audité)											Total Classification IFRS
		Trésorerie	Obligations	Dettes	Actions	Immobilier de placement	Autres Placements	Total actifs investis	Dépôts - espèces	Total investissements	Intérêts courus	Éléments techniques ⁽¹⁾	
Classification IFRS		En EUR millions											
Immobilier de placement						891		891		891			891
Actions			61	47	519	123	182	932		932			932
Obligations			9 318	200			2	9 520		9 520	91		9 611
Actifs financiers disponibles à la vente		-	9 379	247	519	123	184	10 452	-	10 452	91	-	10 543
Actions					87		163	250		250			250
Obligations			43					43		43			43
Placements en juste valeur par résultat		-	43	-	87	-	163	293	-	293	-	-	293
Prêts et créances			669					669	7 933	8 602			8 602
Instruments dérivés								-		-		112	112
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE		-	10 091	247	606	1 014	347	12 305	7 933	20 238	91	112	20 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 572						1 572		1 572			1 572
TOTAL PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE ET TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		1 572	10 091	247	606	1 014	347	13 877	7 933	21 810	91	112	22 013
Moins : les tiers ⁽²⁾		(11)	(77)	(2)		(108)		(198)		(198)			
Gains/(pertes) latents sur immobilier de placement direct (URGL) ⁽³⁾						96		96		96			
Dettes sur immobilier de placement direct ⁽⁴⁾						(261)		(261)		(261)			
(Dettes)/créances		(63)						(63)		(63)			
TOTAL CLASSIFICATION DU MANAGEMENT ⁽⁵⁾		1 498	10 014	245	606	741	347	13 451	7 933	21 384			

(1) Inclut des obligations catastrophes Atlas et des dérivés de change.

(2) Actifs investis par des tiers dans des fonds et actionnaires sans contrôle en immobilier, consolidés par SCOR

(3) Juste valeur moins valeur nette comptable de l'immobilier de placement, à l'exclusion d'EUR 1 million attribuable à des investisseurs tiers.

(4) Dettes immobilières liées à l'immobilier de placement uniquement, à l'exclusion d'EUR 63 millions attribuables à des investisseurs tiers.

(5) La définition des actifs investis a été modifiée et exclut désormais les actifs détenus par des investisseurs tiers, consolidés en IFRS. Les actifs investis totaux s'élevaient respectivement à EUR 15,2 milliards et à EUR 13,6 milliards dans le Document de Référence 2013 et le rapport financier semestriel au 30 juin 2013.

1.1.5 Ratio de coût

En EUR millions		Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Total des charges au compte de résultat	(1)	(292)	(565)	(280)
Charges de réajustement des sinistres non imputés (ULAE)	(2)	(20)	(34)	(16)
Total charges de gestion		(312)	(599)	(296)
Frais de gestion financière		20	36	16
Total charges de base		(292)	(563)	(280)
Finance Groupe		1	4	10
Amortissements		16	31	14
Charges non contrôlables		5	9	6
Total charges de gestion (pour calcul du ratio de coût)		(270)	(519)	(250)
Primes brutes émises		5 427	10 253	4 984
RATIO DE COÛT		5,0%	5,1%	5,0%

(1) Le total des charges correspond à la somme des frais de gestion financière, frais d'acquisition et frais d'administration, et autres charges opérationnelles courantes.

(2) Les charges de réajustement des sinistres non imputées font partie des charges de prestation de contrats.

1.1.6 Rendement des capitaux propres

En EUR millions		Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Resultat Net de l'ensemble consolidé - Part du Groupe	(1)	256	549	189
Capitaux propres à l'ouverture – part du Groupe		4 940	4 800	4 800
Résultat net de l'ensemble consolidé pondéré	(2)	128	275	95
Paiement des dividendes	(3)	(63)	(148)	(73)
Augmentations de capital pondérées	(3)	(5)	8	7
Effet des variations des taux de conversion	(2)	20	(81)	(16)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente et autres	(2)	61	(63)	(27)
Capitaux propres moyens pondérés		5 081	4 791	4 786
ROE		10,3%	11,5%	8,1%

(1) A l'exclusion de la part des actionnaires sans contrôle.

(2) Pro-rata de 50 % : linéaire au cours de la période en 2013 et 2014.

(3) Tient compte des transactions proratisées sur la base des dates de transaction.

1.1.7 Ratio combiné

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Primes brutes acquises	2 271	4 777	2 348
Primes acquises rétrocedées	(212)	(521)	(233)
Primes nettes acquises	2 059	4 256	2 115
Charges des prestations des contrats	(1 325)	(2 967)	(1 458)
Sinistralité rétrocedée	81	237	93
Total des sinistres net	(1 244)	(2 730)	(1 365)
Ratio des sinistres	60,4%	64,1%	64,5%
Commissions brutes sur primes acquises	(509)	(1 035)	(513)
Commissions rétrocedées	24	52	23
Total des commissions net	(485)	(983)	(490)
Ratio des commissions	23,6%	23,1%	23,2%
Total du Ratio technique	84,0%	87,2%	87,7%
Frais d'acquisition et frais d'administration	(92)	(178)	(90)
Autres charges opérationnelles courantes	(20)	(49)	(23)
Autres produits et charges des opérations de réassurance	(30)	(56)	(26)
Total charges de gestion P&C	(142)	(283)	(139)
Total Ratio des charges de gestion P&C	6,9%	6,7%	6,6%
TOTAL RATIO COMBINÉ	90,9%	93,9%	94,3%

1.1.8 Marge technique Vie

En EUR millions	Au 30 juin 2014 (non audité)	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2013 (non audité)
Primes brutes acquises	3 012	5 401	2 608
Primes acquises rétrocedées	(292)	(591)	(260)
Primes nettes acquises	2 720	4 810	2 348
Résultat technique net	111	199	107
Revenus des traités assurance vie qui ne sont pas en accord avec les critères à considérer pour le transfert des risques	2	3	1
Intérêts sur dépôts nets	82	155	65
Résultat technique	195	357⁽¹⁾	173⁽¹⁾
MARGE TECHNIQUE NETTE	7,2 %	7,4%	7,4%

(1) La méthode utilisée pour calculer le résultat technique a été ajustée au cours du premier semestre 2014 afin de tenir compte des traités de réassurance Vie ne répondant pas aux critères de transfert de risques (présentés dans les produits financiers du compte de résultat consolidé semestriel). Les ratios préalablement reportés étaient de 7,3 % pour le document de référence 2013 et pour le rapport financier semestriel du 30 juin 2013.

Cette page a été laissée volontairement blanche



Societas Europaea
au capital de EUR 1 512 224 741,93
RCS Paris B 562 033 357

Siège social
5 avenue Kléber
75016 Paris
France

Adresse postale
5 avenue Kléber
75795 Paris Cedex 16
France

Téléphone : +33 (0)1 58 44 70 00
Fax : +33 (0)1 58 44 85 00

www.scor.com

